

Paris, le 27 juillet 2018

RALLYE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2018

Article 222-4 du Règlement Général de l'AMF

TABLE DES MATIERES

1- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
2- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
3- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2018	13
4- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2018	47

1 - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Rallye, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Paris, le 27 juillet 2018

Franck HATTAB,
Directeur Général

2 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Faits marquants du premier semestre 2018

Casino

- Le **24 janvier 2018**, le groupe Casino a annoncé le succès de son placement obligataire d'un montant de 200 millions d'euros s'ajoutant à l'obligation existante de maturité juin 2022. À l'issue de cette opération, le nominal de cette obligation a été porté de 550 à 750 millions d'euros.
- Le **19 février 2018**, Monoprix a annoncé être entré en négociations exclusives en vue d'acquérir Sarenza. Après les partenariats récents conclus par l'enseigne, notamment avec Ocado, cette acquisition vise à compléter l'offre de Monoprix et à la positionner comme un leader omnicanal du Lifestyle (Mode, Décoration, Beauté). Ce projet d'acquisition s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie de digitalisation de Monoprix. Sarenza est un leader de la vente de chaussures sur internet qui figure parmi les enseignes web préférées des Français. Cette opération permettra d'unir la puissance du réseau de l'offre Mode, Décoration, Beauté et de l'expertise des équipes de Monoprix au savoir-faire d'E-commerçant de Sarenza, spécialiste de la chaussure et de l'accessoire, pour faire émerger un leader "Lifestyle omnicanal" inédit. L'acquisition de Sarenza a été conclue le 30 avril 2018.
- Le **26 mars 2018**, le groupe Casino a annoncé un partenariat commercial entre Monoprix et Amazon visant à proposer les produits alimentaires de Monoprix aux clients du service Amazon Prime Now à Paris et dans sa proche banlieue en 2018. Les produits alimentaires Monoprix seront disponibles sur l'application et sur le site Amazon Prime Now au travers d'une boutique virtuelle dédiée.
- Le **3 avril 2018**, le groupe Casino et Auchan Retail ont annoncé avoir entamé des négociations exclusives en vue d'établir, dans le respect des règles de concurrence, un partenariat stratégique leur permettant de négocier ensemble leurs achats en France et à l'international, et ce avec leurs principaux fournisseurs multinationaux alimentaires et non alimentaires. Le groupe Casino et Auchan Retail proposeront d'associer à cette nouvelle dynamique leurs actuels partenaires à l'achat, étant précisé que le groupe Casino et Intermarché ont mis fin, d'un commun accord, à leur alliance à l'achat en France.
- Le **11 juin 2018**, dans le cadre de la revue de son portefeuille d'activité, le groupe Casino a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs non stratégiques, notamment immobiliers, pour une valeur de 1,5 Md€. Ce plan complète le projet de cession de Via Varejo et sera réalisé pour moitié en 2018 et le reste en 2019. Le groupe Casino accélère ainsi son désendettement en France, poursuit la transformation de son modèle et base sa stratégie sur l'innovation en magasin, la digitalisation de la relation client et les partenariats avec des grands acteurs du e-commerce.
- Le **29 juin 2018**, le groupe Casino a annoncé avoir conclu un accord de coopération aux achats avec Auchan Retail, METRO et le Groupe Schiever. Cet ensemble d'alliances, dénommé Horizon, vise à bâtir des centrales d'achats « nouvelle génération » et intervient à l'international comme en France sur les marques nationales et les marques de distributeurs.

Rallye

- Le **8 février 2018**, Rallye a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 95 millions de francs suisses et une maturité de 6 ans. Les obligations offrent un coupon annuel de 3,25%. Après couverture du risque de change le coupon ramené en euro de l'obligation est de 4,23%.
- Le **23 mai 2018**, l'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye a décidé le versement d'un dividende de 1,00€ par action au titre de l'exercice 2017 avec la possibilité d'opter pour le paiement en actions. Le **21 juin 2018**, à la suite de l'exercice de 65% des droits, 3 058 947 actions nouvelles représentant 5,9% du capital ont été créées ; permettant à Rallye de renforcer ses fonds propres à hauteur de 33,2 M€ et de verser un dividende en numéraire de 18 M€.

Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au 1er semestre 2017. Afin de permettre la comparabilité des données d'une période à l'autre, les comptes du premier semestre 2017 ont été retraités de manière rétrospective pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 15.

Les évolutions de chiffre d'affaires en organique et en comparable s'entendent hors effets essence et calendaire.

Principale variation du périmètre de consolidation et effets associés :

- Intégration au 30 avril 2018 de Sarenza
- Opérations de périmètre au sein du sous-groupe Franprix-Leader Price

Effets de change :

Ce semestre, les effets de change ont eu un impact négatif avec une dépréciation moyenne du BRL et du COP de -16,9% et -8,2% respectivement. Le taux de clôture du COP marque néanmoins une accélération contre l'Euro (+1,8%).

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de **Rallye** au 30 juin 2018 s'élève à 18,2 Mds€, en baisse de 3,1% par rapport au 30 juin 2017. Il se décompose par activités de la façon suivante :

En millions d'euros	30/06/2018	30/06/2017	Variation
France Retail	9 310	9 208	1,1%
Latam Retail	7 630	8 397	-9,1%
E-commerce	876	835	4,9%
Autres activités *	408	376	8,5%
Total	18 224	18 816	-3,1%

* Correspond à l'activité holding, au portefeuille d'investissements et à Groupe GO Sport

Au premier semestre 2018, **Casino** a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17,8 Mds€ contre 18,4 Mds€ au S1 2017. Les variations de change ont eu un effet négatif de -7,7% et les variations de périmètre un effet positif de +0,1%.

- Le 1^{er} semestre 2018 est caractérisé par :
 - Un chiffre d'affaires en recul de -3,4% et en croissance de +4,1% en organique hors effets essence et calendaire ;
 - Un Résultat Opérationnel Courant (ROC) groupe de 439 M€ contre 450 M€ au S1 2017 ;
 - Un ROC de la France de 136 M€ contre 110 M€ au S1 2017 (+23,0%), dont 114 M€ pour les activités de distribution alimentaire contre 78 M€ au S1 2017 ;
 - Un Résultat net normalisé part du groupe de 48 millions d'euros ;
 - Une dette financière nette groupe de 5,4 Mds€ contre 5,6 Mds€ à fin juin 2017 ;
 - Une dette financière nette France de 4,0 Mds€ contre 4,3 Mds€ à fin juin 2017.

Le chiffre d'affaires des activités de distribution alimentaire en France s'élève à 9 310 M€ au S1 2018 contre 9 208 M€ au S1 2017. Hors essence et calendaire, les ventes s'inscrivent en croissance de +1,3% en organique et de +1,5% en comparable, avec une bonne performance des ventes alimentaires de +2,3% en comparable. Sur la dernière période Kantar mesurée (P07), le Groupe Casino gagne +0,1 point de part de marché, porté par Géant (+0,2 point) et les Supermarchés Casino (+0,1 point).

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Les ventes de **Monoprix** s'inscrivent en hausse de +2,4% en organique et de +1,3% en comparable. Le trafic est dynamique et notamment tiré par les ouvertures le dimanche. L'enseigne bénéficie de la bonne performance de l'alimentaire (en particulier de l'offre bio) et du déploiement de sa stratégie multicanale (livraison en 1h, click & collect). Ce semestre, Monoprix a conclu un accord avec Amazon afin de proposer l'offre Monoprix aux clients Prime Now et a acquis Sarenza, leader dans la vente de chaussures en ligne ;
- **Franprix** enregistre une croissance de +1,4% en organique et de +1,1% en comparable. Les ventes sont portées par les innovations sur l'offre et le déploiement de nouveaux services en magasins. Deux magasins au nouveau concept « ... Le Drugstore parisien » ont été ouverts ce semestre et proposent une offre principalement dédiée à la beauté et au bien-être.
- Les **Supermarchés Casino** se maintiennent dans une bonne dynamique avec un chiffre d'affaires en progression de +1,3% en organique et +1,4% en comparable. L'alimentaire bénéficie du succès du bio et de la marque propre et l'enseigne poursuit le déploiement de son concept « Bijou » avec de nouveaux magasins convertis ce semestre. Les franchisés, qui représentent désormais 25% du parc, connaissent une croissance soutenue de leur chiffre d'affaires ;
- Les **hypermarchés Géant** s'inscrivent encore en progression ce semestre avec des ventes en hausse de +2,5% en comparable et +2,9% en organique. L'enseigne gagne +0,2 pt de part de marché sur la dernière période Kantar mesurée (P07). Ce succès reflète l'excellente dynamique commerciale de l'enseigne portée par la bonne performance de l'alimentaire et la forte croissance des drives. Le non-alimentaire poursuit son amélioration et bénéficie du déploiement des corners Cdiscount en magasins (21 corners à fin juin) ;
- Le chiffre d'affaires de la **Proximité** s'inscrit en progression de +3,5% en organique et de +0,8% en comparable. Sur le parc franchisé, l'enseigne opère une forte relance de l'activité commerciale et la refonte de l'offre se poursuit avec notamment plus de produits bios. Les ventes des franchisés sont également en croissance. Dans le cadre de la stratégie digitale du Groupe, l'enseigne a initié ce semestre le déploiement de l'application Casino Max sur son parc intégré ;
- Les ventes organiques de **Leader Price** s'affichent en recul de -0,9%, impactées par les fermetures de magasins, notamment pour rénovation. En comparable, le chiffre d'affaires de l'enseigne progresse de +1,5% porté par le nouveau concept Next (70 magasins rénovés à date). Le travail sur la structuration et l'évolution de l'offre se poursuit avec notamment le développement de la gamme bio et le déploiement de la marque Beauté bien-être Sooa. En lien avec la stratégie digitale du Groupe, l'enseigne déploie progressivement une application de nouvelle génération intégrant notamment des promotions digitalisées.

Le volume d'affaires (GMV) du E-commerce s'établit à 1 614 M€, en croissance de +13,7%¹ au S1 2018, dont +7,5% en organique¹. Son chiffre d'affaires s'élève à 876 M€ en hausse de +4,9% dont +4,8% en organique et le trafic est en croissance de +4,4%. Cette progression est portée par le développement rapide de l'offre et des services proposés aux clients et aux vendeurs de la marketplace, dont la dynamique s'accélère. Les ventes de la marketplace contribuent désormais à 34% du GMV. Le programme de fidélité « Cdiscount à volonté » est en croissance rapide et les ventes réalisées par les clients fidèles contribuent encore davantage au GMV. Dans le cadre de la stratégie multicanale du Groupe, 21 corners Cdiscount ont été déployés en magasin Géant à fin juin. Enfin les revenus liés à la monétisation (régie publicitaire, commissions sur services, services financiers etc.) s'inscrivent en forte progression.

¹ Données publiées par la filiale. Ces données incluent l'ensemble des ventes de Cdiscount, y compris les ventes de produits techniques réalisées par Cdiscount avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino, suite à l'accord multicanal effectif depuis le 19 juin 2017. Les variations organiques excluent les ventes réalisées avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino sur les biens techniques et catégorie maison (impact de -6,4 pts et -8,9 pts respectivement sur la croissance du GMV et chiffre d'affaires), mais intègrent les ventes réalisées dans les corners.

Le chiffre d'affaires du segment Latam Retail s'établit à 7 630 M€ au S1 2018 et est impacté par un effet change de -16,8%. Il s'inscrit en hausse de +7,3% en organique hors essence et calendaire.

- Les ventes des enseignes alimentaires de GPA au Brésil sont soutenues avec une croissance organique de +8,7% hors essence et calendaire, au S1 2018. Le Groupe continue d'adapter son portefeuille aux nouvelles tendances de consommation en poursuivant les conversions en Assai et en déployant de nouveaux concepts au sein des enseignes Pao de Açucar et Supermarchés Extra.
- Multivarejo connaît un redressement marqué depuis mars avec des ventes comparables en croissance de +0,8% et un gain de +100 bps de parts de marché selon Nielsen sur le dernier trimestre. Cette progression est principalement portée par les enseignes Hypermarchés Extra et Pao de Açucar. La stratégie commerciale, sous l'impulsion du nouveau management, évolue vers davantage d'outils de promotions ciblées et digitalisés et un renforcement des campagnes marketing.
- Assaí, de son côté, poursuit son développement et enregistre d'excellentes performances avec des ventes en progression tant en organique (+24,0%) qu'en comparable (+7,0%). L'enseigne gagne +200 bps de parts de marché selon Nielsen au deuxième trimestre. La fidélité est renforcée grâce à la carte de paiement Passai, qui compte désormais 335 000 porteurs. Au S1, l'enseigne a réalisé 1 conversion d'hypermarché Extra en cash & carry et 4 ouvertures, pour atteindre, à fin juin 130 magasins.

Groupe GO Sport

Groupe GO Sport affiche un volume d'affaires de plus de 486 M€ à fin juin 2018, en hausse de 3,4%, en lien avec le développement de tous les réseaux (intégrés, affiliés et e-commerce). Le chiffre d'affaires s'établit à 406 M€, en croissance totale de +8,6% et de +4,2% en comparable et à taux de change constant.

Le repositionnement de l'enseigne **GO Sport France** porte ses fruits et se traduit par une progression soutenue du chiffre d'affaires à parc comparable ayant conduit à des gains de parts de marché². La croissance est tirée par la hausse du trafic et la progression des marques internationales, attestant de la pertinence du repositionnement en tant que coach sportif partenaire des marques. La réorganisation du merchandising des chaussures en magasins sous forme de mural est un succès. La digitalisation de l'enseigne monte en puissance avec le lancement du X fois sans frais sur le site e-commerce. La rationalisation du parc de magasins se poursuit avec 2 fermetures sur le semestre.

L'enseigne **Courir** gagne des parts de marché³ et poursuit l'expansion de l'ensemble de ses canaux de distribution en France avec 5 ouvertures en intégré et 8 en affiliation. Le déploiement du concept Wood, plébiscité par les marques et les clients, s'accélère avec 15 magasins de plus sous ce concept sur le semestre. Courir pose des jalons importants pour sa croissance future avec le renforcement de la stratégie omnicanale via la refonte de la plateforme e-commerce, optimisée pour la navigation sur mobile, et le lancement de l'internationalisation de l'enseigne en intégré avec 2 ouvertures en Espagne, marché à fort potentiel, et 2 ouvertures en Pologne.

A l'international, l'expansion du parc se poursuit. L'enseigne **GO Sport Pologne** a ouvert 2 nouveaux points de vente dans un contexte de forte intensité concurrentielle et de fermeture des magasins un dimanche sur deux depuis mars. La stratégie omnicanale a été lancée avec l'ouverture d'un site e-commerce. La master franchise a ouvert 2 magasins dans 2 nouveaux pays, aux Philippines et au Sénégal.

² Données Banques de France - *Commerce sport & Loisirs* à fin juin 2018

³ Données NPD à fin mai 2018

Le parc, tous réseaux confondus, comprend 580 magasins (303 Go Sport et 277 Courir) au 30 juin 2018, dont 102 à l'étranger (77 GO Sport et 25 Courir).

Résultat opérationnel courant

Le ROC de **Rallye** s'établit à 425 M€, en baisse de 3,4% par rapport à 2017. Il se décompose, par activités, de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2018	30/06/2017 <i>Retraité</i>
France Retail	136	110
Latam Retail	326	364
E-commerce	(23)	(24)
Autres activités ¹	(14)	(9)
Total	425	441

¹ Correspond à l'activité holding, au portefeuille d'investissements financiers et à Groupe GO Sport

Au 1^{er} semestre, le ROC de Casino s'élève à 439 M€ (contre 450 millions au S1 2017) en recul de -2,4%, dont -14,2% d'effet change défavorable. Il s'inscrit en progression organique de +10,3% sur le semestre. Hors crédits fiscaux au Brésil, il s'élève à 339 millions d'euros, en progression de 6,1% et de +17,3% en organique.

Le ROC France Retail s'établit à 136 M€, en hausse de +23,0% par rapport au S1 2017 (110 M€). Le résultat de la distribution alimentaire s'établit à 114 M€ (vs 78 M€ au S1 2017), en progression de +47,3%. Cette forte croissance reflète l'amélioration de la performance des principales enseignes et l'effet favorable du mix des formats. La marge opérationnelle courante des activités de distribution alimentaire en France s'établit à 1,5 % au S1 2018.

Le ROC du segment E-commerce s'établit à - 23 M€ au S1 2018. L'EBITDA, de -7 M€ s'inscrit en amélioration séquentielle grâce à la croissance des revenus de monétisation et la poursuite de la rationalisation des coûts (notamment les coûts de livraison).

Le ROC des activités de distribution alimentaire en Amérique latine s'établit à 326 M€, en recul de -10,3%, dont -17,1% d'impact négatif du change. Il intègre sur cet exercice des crédits fiscaux enregistrés par GPA⁴. Retraité de ces éléments, le ROC progresse de + 14,8 % en organique, sous l'effet de la progression de la rentabilité chez GPA.

Résultat opérationnel

Les autres produits et charges opérationnels font apparaître une charge nette de 138 M€ au premier semestre 2018 contre une charge nette de 277 M€ au premier semestre 2017. Ce montant concerne principalement le produit de cession d'actifs, pour +10 M€, des provisions et charges pour restructuration pour -96 M€, des charges pour risques et litiges pour -16 M€ et des charges nettes liées à des opérations de périmètre pour -33 M€.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel s'établit à 288 M€ au premier semestre 2018 contre 163 M€ au premier semestre 2017.

⁴ Y compris les crédits fiscaux de 130 millions d'euros au S1 2017 et de 100 millions d'euros au S1 2018 liés à la taxe ICMS-ST (« Tax substitution »)

Résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)	30/06/2018	30/06/2017 retraité
Résultat opérationnel courant	425	441
Autres produits et charges opérationnels	-138	-277
Coût de l'endettement financier net	-211	-246
Autres produits et charges financiers	-101	-39
Résultat net activités poursuivies	-41	-90
Résultat net activités abandonnées	48	-14
Résultat net	7	-105
Résultat net part du Groupe	-128	-136
Résultat net normalisé des activités poursuivies, part du Groupe	-67	-69

Le résultat net, part du Groupe au 30 juin 2018 s'élève à -128 M€ contre -136 M€ au 30 juin 2017.

Le résultat net normalisé part du Groupe des activités poursuivies ressort à -67 M€ à fin juin 2018 contre -69 M€ à fin juin 2017.

Structure financière de Casino

La **Dette financière nette du groupe Casino** au 30 juin 2018 s'inscrit en baisse de -149 M€ et s'établit à 5 445 M€ contre 5 594 M€ à fin juin 2017.

La **Dette financière nette de Casino en France** au 30 juin 2018 s'établit à 4 019 M€ contre 4 314 M€ au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2018, **Casino en France**⁵ dispose de 5,5 Mds€ de liquidités. Cette liquidité se compose d'une forte position de **trésorerie brute** de 2,1 Mds€ et de **lignes de crédit confirmées et non tirées** de 3,3 Mds€.

La **Capacité d'autofinancement** des activités poursuivies du groupe Casino est en progression à 635 M€ contre 564 M€ au S1 2017.

Les **CAPEX** des activités poursuivies du groupe Casino sont en baisse à 305 M€ contre 452 M€ au S1 2017.

Casino est noté BB+ par Standard & Poor's (avec une perspective négative depuis le 24 avril 2018) et Ba1 (perspective stable) par Moody's depuis le 30 novembre 2017.

Les **Capitaux propres Part du groupe Casino** s'élèvent à 6 680 M€ contre 7 794 M€ au 30 juin 2017.

⁵ Périmètre : Casino Guichard-Perrachon société mère, activités françaises et holdings détenues à 100 %

Structure financière du périmètre holding

Le périmètre holding de Rallye comprend Rallye et ses filiales détenues à 100% ayant une activité de holding et détenant les titres Casino, Groupe GO Sport et le portefeuille d'investissements.

- **Dette nette du périmètre holding de Rallye**

La dette nette du périmètre holding de Rallye s'établit à 2 867 M€ au 30 juin 2018.

Cette dette est constituée de financements obligataires (2 140 M€) et bancaires (540 M€), et de l'encours de billets de trésorerie au 30 juin 2018 (386 M€), net des intérêts courus et des retraitements IFRS, pour un montant total de 5 M€, et des disponibilités enregistrées pour 205 M€.

- **Portefeuille d'investissements du périmètre holding de Rallye**

Au 30 juin 2018, le portefeuille d'investissements s'élève à 47 M€.

Résultats de la société mère

Le chiffre d'affaires de la société Rallye s'est élevé à 0,6 M€ au 30 juin 2018, contre 0,7 M€ au 30 juin 2017.

Le résultat net de la société Rallye s'élève à 28,0 M€ contre un résultat net de 25,0 M€ au 30 juin 2017.

La société Rallye a procédé à la création de 3 058 947 actions nouvelles représentant 5,9% du capital à la suite de l'exercice de 65% des droits pour le paiement du dividende en actions.

⁶ Les émissions obligataires ou le programme de billets de trésorerie ne sont adossés à aucun actif

⁷ Au 30/06/2018, 250M€ de prêts bancaires nécessitaient des nantisements d'actions Casino

Principales transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2017 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 avril 2018 sous le numéro D.18-0340. Elles concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché. Les transactions avec les parties liées personnes physiques (administrateurs, mandataires sociaux et les membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif. Il en est de même pour les transactions avec les sociétés mères.

Au 30 juin 2018, la société Foncière Euris détient 58,0% du capital de Rallye et 71,6% des droits de vote.

La principale opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le versement du dividende de l'exercice 2017, payé en actions (2 694 608 actions).

Rallye bénéficie du conseil de la société Euris, maison mère du Groupe avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Davantage de détail sur les transactions entre parties liées est disponible en notes 3.3.3 et 12 de l'annexe aux comptes.

Les relations avec les parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2017 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2018

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2017, disponible sur le site internet du groupe, et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 avril 2018 sous le numéro D.18-0340.

Autres informations

La définition des indicateurs non-gaap est disponible sur le site du groupe Rallye : www.rallye.fr

Evolution et perspectives

Casino : A l'occasion de la publication des résultats semestriels Casino a confirmé ses objectifs pour l'année 2018 et les a mis à jour à la suite du plan de cession annoncé en juin :

- Pour le **résultat opérationnel courant** :
 - En France, il vise pour la distribution alimentaire une progression organique⁸ du ROC hors immobilier **supérieure à 10%**, portée par la croissance des formats les plus rentables, par la progression de la rentabilité des hypermarchés et de la proximité
 - Au total, le Groupe vise une croissance organique¹ de son ROC consolidé et **supérieure à 10%** hors crédits fiscaux
- Un **cash-flow libre**⁹ des activités poursuivies hors exceptionnels en France couvrant les frais financiers et les dividendes et permettant d'améliorer la dette financière nette
- Une réduction de la **dette financière nette** en France de l'ordre de **1 Md€** à fin 2018, par autofinancement et grâce au produit des cessions d'actifs annoncées en juin
- Une réduction de la **dette financière nette** du Groupe avec :
 - Le retour à l'équilibre du cash-flow libre chez Cdiscount
 - Un cash-flow libre² des activités poursuivies hors exceptionnels supérieur à 1 Md€ au total
 - Une enveloppe de CAPEX autour d'1 Md€
 - Et l'effet de la cession de Via Varejo

Avancement du plan de cession

Le groupe Casino a pour objectif de réaliser dès cette année la moitié du plan de cession de 1,5 Md€ annoncé le 11 juin 2018. Compte tenu :

- de la cession définitive de 15 % du capital de Mercialys sous la forme d'un equity swap avec une banque pour 213 M€,
- des offres indicatives reçues en juillet 2018 sur d'autres actifs du groupe Casino représentant environ la moitié du plan de cession.

Le groupe Casino confirme cet objectif.

Rallye confirme sa stratégie de valorisation de ses actifs et la solidité de sa structure financière, à travers le maintien en 2018 d'une équation de cash-flow récurrent positive.

Evènements récents

Le **16 juillet 2018**, le Groupe a indiqué avoir pris connaissance de l'enquête ouverte par l'Autorité de la Concurrence au sujet des « Rapprochements à l'achat dans le secteur de la grande distribution à dominante alimentaire » induits par les alliances Horizon. Cette procédure est normale et non suspensive de la mise en œuvre des accords.

Le **25 juillet 2018**, le Conseil d'Administration de Casino a autorisé la cession définitive d'un bloc représentant 15% des actions de Mercialys au travers d'un contrat de total return swap conclu avec CA-CIB sur une période de 2,4 ans. Pendant cette période le groupe Casino reste exposé aux variations de cours de bourse de Mercialys et continue de percevoir des dividendes.

Le **25 juillet 2018**, le Conseil d'Administration de Rallye a décidé d'annuler 278 524 actions de la Société, d'une valeur nominale de 3 €, acquises par la Société dans le cadre du programme de rachat autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2018. Le capital social est ainsi ramené de 165 371 313 € à 164 535 741 €, divisé en 54 845 247 actions de 3 €, entièrement libérées.

⁸ Hors Change et périmètre

⁹ Avant dividendes versés aux actionnaires et porteurs de TSSDI et hors frais financiers

Annexe : Indicateurs alternatifs de performance

Les définitions des principaux indicateurs non-gaap sont disponibles sur le site du groupe Rallye (<http://www.rallye.fr/fr/investisseurs/financements>) notamment le résultat net normalisé qui est repris ci-dessous.

Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie « principes comptables » de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements.

(en M€)	S1 2017	Éléments retraités	S1 2017 normalisé	S1 2018	Éléments retraités	S1 2018 normalisé
Résultat opérationnel courant (ROC)	441	-	441	425	-	425
Autres produits et charges opérationnels	(277)	277	-	(138)	138	-
Résultat opérationnel	163	277	441	288	138	425
Coût de l'endettement financier net	(246)	-	(246)	(211)	-	(211)
Autres produits et charges financiers	(39)	(23)	(62)	(101)	45	(56)
Charge d'impôt	28	(81)	(53)	(26)	(39)	(65)
Quote-part de résultat des entreprises associées	3	-	3	10	-	10
Résultat net des activités poursuivies	(90)	174	83	(41)	144	103
dont intérêts minoritaires ¹⁰	41	111	152	89	80	169
Dont part du Groupe	(132)	62	(69)	(130)	63	(67)

¹⁰ Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus.

3 – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2018

Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 retraité*
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	18 224	18 816
Autres revenus	6.2	243	227
Revenus totaux	6.2	18 467	19 043
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(13 798)	(14 214)
Marge des activités courantes		4 668	4 829
Coûts des ventes	6.3	(3 518)	(3 658)
Frais généraux et administratifs	6.3	(725)	(730)
Résultat opérationnel courant	5.1	425	441
Autres produits opérationnels	6.5	106	114
Autres charges opérationnelles	6.5	(244)	(391)
Résultat opérationnel		288	163
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	23	49
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(235)	(295)
Coût d'endettement financier net	9.3.1	(211)	(246)
Autres produits financiers	9.3.2	59	96
Autres charges financières	9.3.2	(160)	(135)
Résultat avant impôt		(25)	(122)
Produit (charge) d'impôt	7	(26)	28
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	10	3
Résultat net des activités poursuivies		(41)	(90)
Propriétaires de la société			
Intérêts ne donnant pas le contrôle		89	41
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	48	(14)
Propriétaires de la société			
Intérêts ne donnant pas le contrôle	3.2.2	46	(10)
Ensemble consolidé			
Résultat net de l'ensemble consolidé		7	(105)
Propriétaires de la société			
Intérêts ne donnant pas le contrôle		136	31
<i>En euros</i>			
Résultat par action			
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe			
De base		(2,47)	(2,55)
Dilué		(2,47)	(2,55)
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe			
De base		(2,43)	(2,63)
Dilué		(2,43)	(2,63)

* Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » (note 1.3)

Etat consolidé du résultat global

<i>En millions d'euros</i>	Du 1^{er} janvier au 30 juin 2018	Du 1^{er} janvier au 30 juin 2017 *
Résultat net de l'ensemble consolidé	7	(105)
Couverture de flux de trésorerie	20	(32)
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	(852)	(797)
Actifs financiers disponibles à la vente	0	2
Instruments de dette et autres évalués à la juste valeur par OCI	1	(2)
Quote-part des entreprises associées et coentreprises dans éléments recyclables	(4)	(9)
Effets d'impôt	(7)	10
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(850)	(829)
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI	(9)	
Ecarts actuariels	8	(2)
Effets d'impôt	(2)	1
Eléments non recyclables en résultat	3	(1)
Autres éléments du résultat global nets d'impôt	(848)	(830)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, net d'impôt	(840)	(934)
Propriétaires de la société	(343)	(330)
Intérêts ne donnant pas le contrôle	(498)	(604)

* *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » (note 1.3)*

- (1) *La variation négative du 1^{er} semestre 2018 de 852 millions d'euros résulte principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -830 millions d'euros.
La variation négative du 1^{er} semestre 2017 de 797 millions d'euros résultait principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -710 millions.*

Etat de la Situation Financière consolidée

ACTIFS (En millions d'euros)	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité*	1er janvier 2017 retraité*
Goodwill	8	9 833	10 045	10 609
Immobilisations incorporelles	8	2 808	2 934	3 161
Immobilisations corporelles	8	6 830	7 330	8 167
Immeubles de placement	8	477	460	416
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	3.3.1	581	575	611
Autres actifs non courants		1 489	1 313	1 206
Actifs d'impôts différés		632	524	677
Total de l'actif non courant		22 651	23 181	24 848
Stocks		4 101	4 019	4 111
Clients et comptes rattachés		808	959	896
Autres actifs courants		1 392	1 315	1 554
Autres actifs financiers courants		63	54	87
Créances d'impôts courants		140	139	130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	3 616	3 511	5 836
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	5 546	6 594	6 120
Total de l'actif courant		15 666	16 591	18 734
Total de l'actif		38 317	39 772	43 581

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (En millions d'euros)	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité*	1er janvier 2017 retraité*
Capital	10.1	165	156	146
Réserves et résultat attribuables aux propriétaires de la société		814	1 208	1 654
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		980	1 364	1 801
Intérêts ne donnant pas le contrôle		9 032	9 869	10 822
Capitaux propres		10 012	11 233	12 623
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		357	363	317
Autres provisions non courantes	11.1	460	514	615
Passifs financiers non courants	9.2.1	9 971	9 559	10 064
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		65	28	41
Autres dettes non courantes		492	501	648
Passifs d'impôts différés		700	725	1 095
Total du passif non courant		12 044	11 690	12 780
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes		11	11	11
Autres provisions courantes	11.1	146	172	171
Fournisseurs		6 147	6 792	7 044
Passifs financiers courants	9.2.1	3 452	2 352	3 333
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		121	143	341
Dettes d'impôts exigibles		64	88	54
Autres dettes courantes		2 615	2 611	2 821
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	3 704	4 680	4 404
Total du passif courant		16 261	16 848	18 178
Total des capitaux propres et passifs		38 317	39 772	43 581

* Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » (note 1.3)

Etat des flux de trésorerie consolidés

	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017*
Résultat avant impôt des activités poursuivies		(25)	(122)
Résultat avant impôt des activités abandonnées	3.2.2	74	(28)
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé		49	(150)
Dotations aux amortissements	6.4	340	355
Dotations aux provisions	4.1	(6)	2
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	9.3.2	46	(21)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés		15	14
Autres charges et produits calculés		(16)	(22)
Résultats sur cessions d'actifs		(4)	(24)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle		(1)	31
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	27	51
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	212	246
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	42	38
Résultats de cession des activités abandonnées net d'impôt	3.2.2	0	
Retraitements liés aux activités abandonnées	3.2.3	45	240
Capacité d'Autofinancement (CAF)		748	763
Impôts versés		(104)	(38)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	4.2	(875)	(1 870)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées	3.2.3	(402)	(775)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(633)	(1 920)
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>(350)</i>	<i>(1 357)</i>
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.3	(540)	(635)
Cession d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.4	223	176
Acquisition d'actifs financiers		(22)	(17)
Cession d'actifs financiers		20	3
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.5	(74)	(61)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées		(4)	
Variation des prêts et avances consentis		2	(31)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	3.2.3	(58)	(36)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(453)	(601)
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>(395)</i>	<i>(565)</i>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	10.5	(17)	(15)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(116)	(109)
Dividendes versés aux porteurs de TSSDI	10.5	(42)	(41)
Remboursement d'obligations remboursables en actions		(0)	
Augmentations et diminutions de capital en numéraire		(0)	
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.6	7	(148)
Ventes et achats de titres auto-détenus		(151)	(6)
Variations d'actifs financiers rattachés à la dette		(1)	
Emissions d'emprunts	4.7	2 011	2 410
Remboursements d'emprunts	4.7	(384)	(1 879)
Intérêts financiers nets versés	4.8	(364)	(477)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements des activités abandonnées	3.2.2	(291)	(387)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		653	(652)
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>944</i>	<i>(265)</i>
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies		(148)	(162)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées		(54)	(23)
Variation de trésorerie		(635)	(3 358)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		4 251	6 863
- dont Trésorerie et équivalents de Trésorerie nets des activités poursuivies	9.1.1	3 350	5 689
- dont Trésorerie et équivalents de Trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		901	1 174
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		3 616	3 504
- dont Trésorerie et équivalents de Trésorerie nets des activités poursuivies	9.1.1	3 402	3 305
- dont Trésorerie et équivalents de Trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		214	199
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie		(635)	(3 358)

* Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » (note 1.3)

Etat de variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves ⁽¹⁾	Capitaux propres attribuables aux propriétaires ⁽²⁾	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2017 publié	146	1 440		955	(739)	1 802	10 829	12 631
Incidences IFRS 15 (note 1.3)				(3)		(3)	(6)	(8)
Au 1^{er} janvier 2017 retraité *	146	1 440		952	(739)	1 801	10 822	12 622
Autres éléments du résultat global au titre de la période retraité *					(194)	(194)	(635)	(829)
Résultat de la période retraité *				(136)		(136)	31	(105)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période retraité *				(136)	(194)	(330)	(604)	(934)
Opérations sur capital	9	44				53		53
Opérations sur titres auto détenus			(7)	(2)		(9)	4	(5)
Dividendes distribués ⁽³⁾				(68)		(68)	(100)	(210)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales								
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁴⁾				14		14	54	68
Autres mouvements				1		1	(30)	13
Au 30 juin 2017 retraité *	155	1 484	(7)	762	(933)	1 460	10 146	11 606
Au 31 décembre 2017 publié	156	1 483	(10)	813	(1 066)	1 377	9 886	11 263
Incidences IFRS 15 (note 1.3)				(13)		(13)	(17)	(30)
Au 31 décembre 2017 retraité *	156	1 483	(10)	801	(1 066)	1 365	9 869	11 233
Incidences IFRS 9 et amendements IFRS 2 (note 1.3)				40	(68)	(28)	(71)	(98)
Au 1^{er} janvier 2018 retraité *	156	1 483	(10)	841	(1 134)	1 337	9 798	11 135
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(214)	(214)	(633)	(847)
Résultat net de l'ensemble consolidé de la période				(128)		(128)	136	8
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période				(128)	(214)	(342)	(497)	(839)
Opérations sur capital	9	25				34		34
Opérations sur titres auto détenus			(5)	43	(29)	9	(154)	(145)
Dividendes distribués ⁽³⁾				(52)		(52)	(113)	(165)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales								
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁴⁾				(9)		(9)	30	21
Autres mouvements				3		3	(31)	(28)
Au 30 juin 2018	165	1 508	(15)	698	(1 377)	980	9 032	10 012

* Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » (note 1.3)

(1) Voir note 10.3

(2) Attribuable aux actionnaires de Rallye.

(3) Au 1^{er} semestre Rallye a versé 51 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, les principales filiales Casino, Éxito et l'Uruguay ont versé aux intérêts ne donnant pas le contrôle respectivement 80,18 et 12 millions d'euros. En 2017, Rallye avait distribué 68 millions d'euros de dividende à ses actionnaires, les principales filiales Casino, Éxito et l'Uruguay avaient versé, aux intérêts ne donnant pas le contrôle, respectivement 86, 7 et 6 millions d'euros.

(4) L'incidence positive de 21 millions d'euros correspond essentiellement à (a) la contribution complémentaire de 36 millions d'euros versée par l'investisseur Fondo Inmobiliario Colombia dans la foncière Viva Malls créée par Éxito en 2016 et, (b) à la cession des parcs de magasins chez Franprix-Leader Price et Distribution Casino France pour respectivement -7 et -4 millions d'euros (note 3.1.2 et 3.1.3). Au 30 juin 2017, l'incidence positive de 68 millions d'euros correspond essentiellement à (a) la contribution complémentaire de 42 millions d'euros versée par l'investisseur Fondo Inmobiliario Colombia dans la foncière Viva Malls créée par Éxito en 2016 et (b) les résultats de l'offre publique d'achat des actions de Cnova N.V. pour un montant de 22 millions d'euros (note 2).

Annexe aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2018

Rallye est une société anonyme immatriculée en France et cotée sur Euronext Paris, compartiment B. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Rallye ».

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 25 juillet 2018, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Rallye pour le semestre se terminant le 30 juin 2018.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Rallye sont établis conformément aux normes internationales d'information financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2018.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés semestriels se lisent en complément des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils figurent dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 17 avril 2018 sous le numéro D.18-0340.

Les états financiers consolidés semestriels présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 du groupe Rallye sont disponibles sur demande auprès des services financiers de la société situés 32, rue de Ponthieu à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.rallye.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017, à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes suivants applicables à partir du 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients
- IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée
- Amendements à IAS 40 – Transferts d'immeubles de placement
- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2015-2017

Les incidences liées à l'application des normes IFRS 9, IFRS 15 ainsi que les amendements à IFRS 2 sont détaillées dans la note 1.3. Les autres textes n'ont pas d'incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.

Principale norme non entrée en vigueur

IFRS 16 – Contrats de location

Une information sur les principes comptables de la norme est fournie dans la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés 2017 du Groupe.

L'application de la norme IFRS 16 à partir du 1^{er} janvier 2019 aura un impact sur les états financiers du Groupe du fait notamment des engagements de location associés à l'activité Retail, une partie du parc de magasins étant exploitée en location. Le Groupe détient essentiellement des contrats de location immobilière, environ 7 300 contrats immobiliers représentant une charge de loyer annuel de 915 millions d'euros sur un total de 1 045 millions d'euros au titre de l'exercice 2017. Dans ce contexte, l'application d'IFRS 16 se traduira par une augmentation des passifs de location du Groupe, ainsi que par une amélioration de l'EBITDA, du résultat opérationnel courant et des flux de trésorerie issus des opérations d'exploitation.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le Groupe a poursuivi le recensement et l'exploitation des données nécessaires à l'application de la norme IFRS 16. Au cours de cette période, le Groupe a également démarré la mise en place d'un logiciel informatique qui permettra d'assurer de manière totalement intégrée tant le suivi opérationnel que financier de ces contrats de location. Le Groupe continue par ailleurs l'analyse des impacts potentiels sur son information financière et n'a pas encore pris de décision quant à la méthode de transition, à savoir une approche rétrospective simplifiée ou bien une approche rétrospective complète.

S'agissant des modalités d'application à retenir, la principale difficulté identifiée à ce jour par le groupe Casino provient de la détermination de la durée des contrats de location, du fait de la grande hétérogénéité par nature des pratiques de location immobilière et des règles légales applicables d'un pays à l'autre.

1.2 Base de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, monnaie fonctionnelle de la maison mère. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement au million d'euros. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2017.

Les principaux jugements et estimations de la période portent sur :

- les évaluations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;

Par ailleurs les jugements, estimations et hypothèses retenus par les filiales opérationnelles portent en particulier sur :

- le classement et l'évaluation de l'actif net de Via Varejo ainsi que d'autres actifs des segments France Retail et Latam Retail selon IFRS 5 (note 3.2)
- le suivi des indicateurs de perte de valeur, et le cas échéant des évaluations s'agissant des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les hypothèses de consommation des impôts différés actifs ;
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôts ou de taxes (principalement ICMS, PIS, COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11) ;
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment risques fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3 Changements de méthodes comptables

1.3.1 Impacts sur les états financiers consolidés

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global, l'état de la situation financière consolidée et l'état des flux de trésorerie consolidés précédemment publiés, résultant de :

- l'application rétrospective de la norme IFRS 15 (note 1.3.2) ;
- l'application rétrospective limitée (rattrapage cumulatif sans retraitement des exercices antérieurs) de la norme IFRS 9 (note 1.3.3) ;
- l'application prospective des amendements à IFRS 2 : l'incidence consiste à un reclassement au 1^{er} janvier 2018 d'une dette de 5 millions d'euros en intérêts ne donnant pas le contrôle au titre de retenues à la source attachées à des plans d'options de souscription d'actions au Brésil.

Par ailleurs, à l'occasion de l'application d'IFRS 15, le Groupe a opéré quelques modifications de présentation de son compte de résultat consolidé avec comme incidences (a) la présentation sur la face du compte de résultat d'un agrégat « Revenus totaux » qui se compose du « Chiffre d'affaires, hors taxes » et des « Autres revenus », (b) le reclassement du coût de revient et de la variation de stock liés aux activités de promotion immobilière et de marchands de biens des « Coûts des ventes » en « Coût d'achat complet des marchandises vendues » et (c) des reclassements entre le « Chiffre d'affaires, hors taxes » et les « Autres revenus » dont les principaux sont les suivants :

- les revenus locatifs sont désormais classés en « Autres revenus » ;
- les redevances et prestations facturées aux franchisés sont désormais classées en « Chiffre d'affaires, hors taxes »

Cette nouvelle présentation a été appliquée de manière rétrospective, ce qui induit le retraitement de l'exercice 2017.

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017 publié	Retraitements IFRS 15	30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	18 974	(158)	18 816
Autres revenus	155	71	226
Revenus totaux	19 129	(87)	19 042
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(14 319)	105	(14 214)
Coûts des ventes	(3 634)	(25)	(3 659)
Frais généraux	(720)	(9)	(729)
Résultat opérationnel courant	456	(16)	440
Résultat opérationnel	179	(16)	163
Coût d'endettement financier net	(246)		(246)
Autres produits et charges financiers	(39)		(39)
Résultat avant impôt	(106)	(16)	(122)
Produit (charge) d'impôt	23	5	28
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3		3
Résultat net des activités poursuivies	(80)	(11)	(91)
Dont part du Groupe	(127)	(5)	(132)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	47	(6)	41
Résultat net des activités abandonnées	(14)		(14)
Dont part du Groupe	(4)		(4)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	(10)		(10)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(94)	(11)	(105)
Dont part du Groupe	(131)	(5)	(136)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	37	(6)	31

Impacts sur les principaux agrégats de l'état du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	(94)	(11)	(105)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(829)		(829)
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat	(1)		(1)
Résultat global de l'ensemble consolidé eu titre de la période net d'impôt	(924)	(11)	(934)
Dont part du Groupe	(325)	(5)	(330)
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	(599)	(6)	(604)

Impacts sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	31 décembre 2017 retraité	Retraitements IFRS 9	Amendements IFRS 2	1 ^{er} janvier 2018 retraité
Goodwill	10 045		10 045			10 045
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	10 724		10 724			10 724
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	588	(13)	575	(11)		564
Autres actifs non courants	1 334	(21)	1 313			1 313
Actifs d'impôts différés	526	(2)	524	21		545
Actifs non courants	23 217	(36)	23 181	10		23 191
Stocks	4 070	(51)	4 019			4 019
Clients et comptes rattachés	964	(5)	959	(46)		913
Autres actifs courants	1 312	3	1 315	(2)		1 313
Autres actifs financiers courants	54		54			54
Créances d'impôts courants	139		139			139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 511		3 511			3 511
Actifs détenus en vue de la vente	6 594		6 594	(47)		6 547
Actifs courants	16 645	(54)	16 591	(95)		16 496
Total actifs	39 862	(90)	39 772	(85)		39 687
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	1 377	(13)	1 364	(28)		1 336
Intérêts ne donnant pas le contrôle	9 886	(17)	9 869	(76)	5	9 798
Capitaux propres	11 263	(30)	11 233	(104)	5	11 134
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes	363		363			363
Autres provisions non courantes	514		514			514
Passifs financiers non courants	9 559		9 559	19		9 578
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	28		28			28
Autres dettes non courantes	501		501		(3)	498
Passifs d'impôts différés	725		725			725
Passifs non courants	11 690		11 690	19	(3)	11 706
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes	11		11			11
Autres provisions courantes	172		172	(4)		168
Fournisseurs	6 773	19	6 792			6 792
Passifs financiers courants	2 352		2 352			2 352
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	143		143			143
Dettes d'impôts exigibles	88		88			88
Autres dettes courantes	2 690	(78)	2 611	4		2 615
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 680		4 680		(2)	4 678
Passifs courants	16 908	(60)	16 848		(2)	16 846
Total capitaux propres et passifs	39 862	(90)	39 772	(85)		39 687

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1 ^{er} janvier 2017 retraité
Goodwill	10 609		10 609
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	11 744		11 744
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	627	(16)	611
Autres actifs non courants	1 214	(8)	1 206
Actifs d'impôts différés	687	(10)	677
Actifs non courants	24 881	(33)	24 848
Stocks	4 157	(46)	4 111
Clients et comptes rattachés	900	(5)	895
Autres actifs courants	1 555	(1)	1 554
Autres actifs financiers courants	87		87
Créances d'impôts courants	130		130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 836		5 836
Actifs détenus en vue de la vente	6 120		6 120
Actifs courants	18 785	(51)	18 733
Total actifs	43 666	(84)	43 581
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	1 803	(2)	1 801
Intérêts ne donnant pas le contrôle	10 829	(6)	10 822
Capitaux propres	12 631	(8)	12 623
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes	317		317
Autres provisions non courantes	615		615
Passifs financiers non courants	10 064		10 064
	41		41
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle			
Autres dettes non courantes	648		648
Passifs d'impôts différés	1 095		1 095
Passifs non courants	12 780		12 780
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes	11		11
Autres provisions courantes	171		171
Fournisseurs	7 044		7 044
Passifs financiers courants	3 333		3 333
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	341		341
Dettes d'impôts exigibles	54		54
Autres dettes courantes	2 896	(76)	2 821
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 404		4 404
Passifs courants	18 254	(76)	18 179
Total capitaux propres et passifs	43 666	(84)	43 581

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1^{er} semestre 2017 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(1 920)		(1 920)
<i>Dont Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé</i>	<i>(134)</i>	<i>(16)</i>	<i>(150)</i>
<i>Dont autres éléments de la CAF</i>	<i>914</i>	<i>(2)</i>	<i>912</i>
<i>Dont variation du BFR et impôts versés</i>	<i>(2 701)</i>	<i>18</i>	<i>(2 683)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(601)		(601)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(652)		(652)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(185)		(185)
Variation de la trésorerie nette	(3 359)		(3 359)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	6 863		6 863
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture	3 504		3 504

1.3.2 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

IFRS 15 définit les principes de reconnaissance des revenus et remplace les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction et les interprétations y afférentes. La norme IFRS 15 prévoit un modèle unique en cinq étapes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de comptabilisation du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

Le Groupe a décidé d'appliquer cette norme au 1^{er} janvier 2018 avec application rétrospective et présentation des comptes comparatifs retraités. Compte tenu de la nature de ses activités, l'application de la norme n'a pas eu d'impact matériel au regard des revenus et du résultat opérationnel courant précédemment publiés par le Groupe.

L'application de la norme conduit essentiellement à des reclassements entre Chiffre d'affaires, Autres revenus, Coût d'achats des marchandises vendues et Coûts des ventes. Les principaux éléments concernent certaines prestations réalisées envers des fournisseurs, certaines opérations promotionnelles consenties directement par les fournisseurs aux clients finaux, la qualification agent / principal de certains contrats et la présentation des revenus locatifs. De manière incidente, l'application rétrospective d'IFRS 15 a un impact négatif de 16 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2017.

Le principe comptable modifié relatif aux « produits des activités ordinaires » est présenté en note 6.2.

1.3.3 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 9 « instruments financiers »

Cette nouvelle norme définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de comptabilité de couverture.

L'application de cette norme se traduit par la comptabilisation d'un impact cumulé limité dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018. Les principaux changements individuellement non significatifs induits par l'application de la norme sont les suivants :

- L'application du nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers (y compris les actifs financiers sur contrat) qui consiste à reconnaître les pertes de crédit attendues à maturité au lieu des pertes encourues selon le modèle d'IAS 39. Le Groupe a appliqué le modèle simplifié pour l'ensemble de ses créances, notamment celles envers les franchisés et les locataires qui a eu pour conséquence, au titre des activités poursuivies hors entités mises en équivalence, une augmentation des provisions pour dépréciation des actifs de 44 millions d'euros ainsi qu'une diminution des capitaux propres nets d'impôt de 30 millions d'euros ;
- Les créances envers les établissements de cartes de crédit (Brésil) sont constitutives d'instruments de dette à la juste valeur par OCI. L'incidence consiste en une diminution des créances clients de 3 millions d'euros et des capitaux propres de 2 millions d'euros.
- Les instruments de capitaux propres précédemment classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » ont été principalement reclassés en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI et pour une autre en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le résultat ;
- Le retraitement des échanges obligataires qui a conduit à une augmentation de la dette financière de 19 millions d'euros et une diminution des capitaux propres nets d'impôt de 15 millions d'euros ;
- Au titre des entités mises en équivalence (Mercialys, Banque du Groupe Casino et FIC), les incidences se traduisent par une diminution des capitaux propres nets d'impôt en contrepartie des titres mis en équivalence de 11 millions d'euros (essentiellement liées à l'application du nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers) ;
- Au titre des activités abandonnées de Via Varejo, les incidences se résument par une diminution des capitaux propres nets d'impôt en contrepartie des actifs détenus en vue de la vente de 47 millions d'euros ; elles résultent de l'application du nouveau modèle de dépréciation des créances liées à l'activité de crédit et à la classification des créances envers les établissements de cartes de crédit qui sont constitutives d'instruments de dette à la juste valeur par OCI.

Le tableau ci-dessous détaille les catégories d'évaluation initiales de la norme IAS 39 et les nouvelles catégories de la norme IFRS 9 pour chaque catégorie d'actif financier du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2018. Les catégories de passifs financiers restent les mêmes, ces dernières ne sont pas présentées.

en millions d'euros	Classement d'origine selon IAS 39	Nouveau classement selon IFRS 9	Valeur comptable d'origine selon IAS 39	Nouvelle valeur comptable selon IFRS 9
Instrument de capitaux propres	Actifs disponibles à la vente - au coût	Juste valeur par résultat	4	4
Instrument de capitaux propres	Actifs disponibles à la vente - à la juste valeur	Juste valeur par résultat	34	34
Instrument de capitaux propres	Actifs disponibles à la vente - à la juste valeur	Juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)	62	62
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs détenus à des fins de transaction	Juste valeur par résultat	4	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	3 507	3 507
Dérivés actifs de couverture courants et non courants	Instruments de couverture comptable	Juste valeur - instruments de couverture	112	112
Créances envers les établissements de cartes de crédit (Brésil) ⁽¹⁾	Prêts et créances	Instruments de dette - à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)	104	101
Autres actifs courants financiers courants et non courants	Actifs détenus à des fins de transactions	Juste valeur par résultat	12	12
Créances clients et autres actifs courants et non courants ⁽¹⁾	Prêts et créances	Coût amorti	2 309	2 282

(1) La valeur comptable d'origine et la nouvelle valeur comptable selon IFRS 9 des instruments de dette de Via Varejo (classés en « Actifs détenus en vue de la vente » et non inclus dans le tableau ci-dessus) s'élèvent respectivement à 421 et 405 millions d'euros.

Le principe comptable modifié relatif aux « instruments financiers » est présenté en note 9.

Note 2 Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

➤ **Projet de cession de Via Varejo**

Au cours de l'année 2017, certains facteurs externes échappant au contrôle de GPA, principalement liés au contexte macroéconomique du Brésil, ont entraîné la non-réalisation du processus de vente dans le délai d'un an tel qu'initialement prévu. Le plan de vente de Via Varejo reste néanmoins inchangé et, conjointement avec leurs conseillers financiers, GPA et Casino ont examiné les prochaines étapes et ont confirmé la poursuite du processus de vente.

En conséquence et conformément à l'application d'IFRS 5 – « actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées » :

- les actifs et passifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur une ligne distincte (note 3.2.1) ;
- les résultats nets après impôt et les flux de trésorerie au titre du 30 juin 2018 et 2017 de Via Varejo sont présentés sur des lignes distinctes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau relatif aux passifs éventuels (note 11.3) n'inclut pas les activités de Via Varejo. Le cas échéant, un renvoi a été effectué pour donner l'information propre à Via Varejo.

➤ **Opération d'émission obligataire Casino**

Le 24 janvier 2018, Casino a réalisé un placement obligataire de 200 millions d'euros à un taux d'intérêt effectif de 1,58%, s'ajoutant à l'obligation existante venant à échéance en juin 2022. À l'issue de cette opération, le nominal de cette obligation a été porté de 550 à 750 millions d'euros.

➤ **Emission obligataire Rallye**

Le 8 février 2018, Rallye a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 95 millions de francs suisses et une maturité de 6 ans. Les obligations offrent un coupon annuel de 3,25%. Après couverture du risque de change le coupon ramené en euro de l'obligation est de 4,23%.

➤ **Acquisition de Saranza (note 3.1.1)**

➤ **Partenariat commercial entre Monoprix et Amazon**

Le 26 mars 2018, Monoprix et Amazon ont annoncé un partenariat commercial visant à proposer les produits alimentaires de Monoprix aux clients du service Amazon Prime Now à Paris et dans sa proche banlieue. Dès cette année, ces produits seront disponibles sur l'application et sur le site Amazon Prime Now au travers d'une boutique virtuelle dédiée. Ce partenariat débutera opérationnellement en septembre 2018.

➤ **Annonce d'un plan de cession d'actifs**

Le 11 juin 2018, le groupe Casino a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs pour poursuivre la transformation de son modèle et accélérer son désendettement en France. Ce plan porte sur des actifs non stratégiques identifiés par le groupe Casino, notamment immobiliers, pouvant être cédés pour une valeur estimée de 1,5 milliard d'euros, dont environ la moitié serait réalisée en 2018, l'autre moitié en 2019.

➤ **Paiement du dividende Rallye en actions**

Le 23 mai 2018, l'Assemblée Générale des actionnaires de Rallye a décidé le versement d'un dividende de 1 € par action au titre de l'exercice 2017 avec la possibilité d'opter pour le paiement en actions. Le 21 juin 2018, suite à l'exercice de 65% des droits, 3 058 947 actions nouvelles représentant 5,9% du capital ont été créées ; permettant à Rallye de renforcer ses fonds propres à hauteur de 33,2 millions d'euros.

➤ **Coopération aux achats avec Auchan Retail, METRO, et le groupe Schiever**

Le 29 juin 2018, le groupe Casino, Auchan Retail, METRO et le groupe Schiever ont annoncé leur coopération aux achats à l'international et en France après la conclusion de plusieurs accords sur les 3 derniers mois. L'ensemble des nouvelles alliances, dénommé « Horizon », s'attachera à sortir d'un mode de négociation purement transactionnel pour développer des négociations de type collaboratif, équilibré et innovant.

Cette annonce fait suite à celle du 3 avril 2018 dans laquelle le groupe Casino et Auchan Retail annonçaient avoir entamé des négociations exclusives en vue d'établir un partenariat stratégique mondial. Dans le même temps, Casino et Intermarché avaient mis fin, d'un commun accord, à leur alliance à l'achat en France.

L'approbation des autorités de concurrence concernées sera sollicitée avant leur mise en œuvre. Les autorités en France ont été informées dès la signature des accords pour la France le 18 mai 2018.

Le 16 juillet 2018, l'Autorité de la concurrence a annoncé avoir ouvert des enquêtes sur les récentes alliances entre groupes de distribution dans les achats.

Note 3 Périimètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre du 1^{er} semestre 2018

3.1.1 Prise de contrôle de Sarenza

Le 30 avril 2018, Monoprix a pris le contrôle de Sarenza, un des leaders de la vente de chaussures sur internet. Le montant décaissé pour acquérir les 100 % de participation dans la société s'est élevé à 22 millions d'euros (note 4.5).

Compte tenu de la date de réalisation de l'opération, le groupe Casino n'a pas été en mesure d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs. En conséquence, le bilan d'acquisition de Sarenza a été intégré pour sa valeur nette comptable. Un goodwill provisoire de 24 millions d'euros a été constaté pour la différence avec la contrepartie transférée. Celui a été alloué à l'UGT Monoprix.

La contribution des activités de Sarenza au chiffre d'affaires du Groupe pour la période du 30 avril 2018 au 30 juin 2018, s'élève à 27 millions d'euros. Celle au résultat net consolidé du Groupe est non significative. Si cette prise de contrôle avait été réalisée dès le 1^{er} janvier 2018, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe aurait été respectivement de 70 et -4 millions d'euros.

3.1.2 Opération de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price

Le 28 février 2018, Franprix - Leader Price a cédé le contrôle à un masterfranchisé d'un ensemble de 105 magasins Franprix et Leader Price. La décision de céder ces magasins avait été prise en fin d'année 2017 et, de ce fait, les actifs et passifs attachés avaient été classés au 31 décembre 2017 sur une ligne distincte du bilan conformément à IFRS 5 « Actifs détenus en vue de la vente ».

Le produit de cession s'élève à 33 millions d'euros dont 28 millions d'euros encaissés (note 4.5) générant une perte de 15 millions d'euros reconnue en « Autres charges opérationnelles ». Si ces cessions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2018, les incidences sur le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant, les autres produits et charges opérationnels et la quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises auraient été non significatives.

Franprix - Leader Price a gardé une participation dans cet ensemble de magasins à hauteur de 49% des titres et dispose d'une option d'achat exerçable entre 2021 et 2023.

Parallèlement, ce même masterfranchisé a investi à hauteur de 40% dans un ensemble de magasins Franprix et Leader Price. Cette opération a été traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires.

Franprix - Leader Price a également consenti un engagement de rachat au masterfranchisé portant sur sa participation de 40% et bénéficie également d'une promesse de vente.

L'ensemble de ces opérations a eu une incidence de – 4 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe et a conduit à l'enregistrement d'une dette liée aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle de 17 millions d'euros ainsi qu'un dérivé actif de 10 millions d'euros.

Par ailleurs, Franprix – Leader Price a réalisé différentes opérations de prise de contrôle de magasins au cours du semestre pour un prix d'acquisition de 45 millions d'euros (dont 36 millions d'euros décaissés - note 4.5) qui ont généré un goodwill provisoire de 41 millions d'euros. Certains sous-groupes étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue a généré un produit de 17 millions d'euros reconnu en « Autres produits opérationnels ».

La contribution des activités de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe sur le semestre est respectivement de 6 et -2 millions d'euros (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue).

Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2018, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe aurait été respectivement de 15 et 1 millions d'euros (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue).

3.1.3 Cessions sans perte de contrôle d'un ensemble de supermarchés Casino

Au cours du 1^{er} semestre 2018, Distribution Casino France a cédé 40% de 5 supermarchés Casino à un masterfranchisé. Cette cession sans perte de contrôle s'est traduite comptablement comme une transaction entre actionnaires et a abouti à une incidence de 6 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe et de 9 millions d'euros sur les intérêts ne donnant pas le contrôle.

Distribution Casino France a consenti un engagement de rachat au masterfranchisé portant sur sa participation de 40% et bénéficie également d'une promesse de vente. Cet engagement a conduit à l'enregistrement d'une dette pour 19 millions d'euros en contrepartie des capitaux propres (dont -8 millions d'euros en part du Groupe).

3.2 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1 Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

En millions d'euros	Note	30 juin 2018		31 décembre 2017	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Sous-groupe Via Varejo		4 938	3 624	6 041	4 571
Autres France Retail ⁽¹⁾		487	79	545	109
Autres Latam Retail ⁽²⁾		120	1	7	
Total		5 545	3 704	6 593	4 680
Actif net		1 841		1 913	
Dont part du groupe Casino	9.2.1	1 089		1 070	

(1) Au 30 juin 2018, cette ligne est composée principalement de magasins et d'actifs immobiliers. L'absence d'évolution significative du solde d'actif net en part du groupe Casino par rapport au 31 décembre 2017 reflète une compensation entre la concrétisation de cession sur la période à hauteur d'environ 175 millions d'euros et la présentation de nouveaux projets de cession sur la période à hauteur d'environ 140 millions.

(2) Cette ligne est composée essentiellement d'actifs immobiliers.

3.2.2 Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées des 1^{er} semestres 2017 et 2018 représente essentiellement l'activité de Via Varejo (y compris Cnova Brésil). Il est résumé ci-dessous :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2018 (1) (2)	1 ^{er} semestre 2017 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires, hors taxes	3 155	3 521
Charges	(3 080)	(3 512)
Résultat de cession des activités abandonnées ⁽³⁾		
Perte résultant de la réévaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente de Via Varejo ⁽⁴⁾		(38)
Résultat net avant impôt des activités abandonnées	74	(28)
Produit / (Charge) d'impôt	(29)	10
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3	4
Résultat net des activités abandonnées	48	(14)
Dont part du Groupe	2	(4)
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	46	(10)
Résultat de base par action, part du Groupe (en euros)	0,04	(0,07)
Résultat dilué par action, part du Groupe (en euros)	0,04	(0,07)

(1) Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017, représente principalement 6 mois d'activité de Via Varejo

(2) Le chiffre d'affaires et l'EBITDA réalisés par Via Varejo au titre du 1^{er} semestre 2018 s'élèvent respectivement à 3 155 et 186 millions d'euros (1^{er} semestre 2017 : respectivement 3 521 et 183 millions d'euros)

(3) Le reclassement de Via Varejo en activités abandonnées n'a aucune incidence dans les autres éléments du résultat global du 1^{er} semestre 2018 et du 1^{er} semestre 2017. La cession effective de Via Varejo ne déclenchera pas de recyclage d'écart de conversion en résultat.

- (4) Lors du classement selon IFRS 5 en 2016, la juste valeur de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) avait été estimée à 1 656 millions d'euros (avant les coûts de la vente de 20 millions d'euros). Cette valeur reposait sur le cours de bourse de clôture (10,75 réais par action au 31 décembre 2016) augmenté de l'estimation d'une prime de contrôle. Au 30 juin 2017, le cours de bourse était sensiblement identique et cette évaluation avait donc été maintenue. Ceci avait conduit à la reconnaissance d'une perte de valeur de 38 millions d'euros au 30 juin 2017. Aucune perte de valeur additionnelle n'a été comptabilisée depuis ; le cours de bourse s'établit à 18,61 réais par action 30 juin 2018)

3.2.3 Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux nets de trésorerie au titre des périodes closes les 30 juin 2018 et 2017 correspondent aux flux de Via Varejo.

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

En millions d'euros	Ouverture retraité	Incidences IFRS 9	Perte de valeur	Quote-part de résultat net de la période	Distribution	Autres variations	Clôture
Entreprises associées							
FIC (GPA)	92			18	(53)	(12)	45
Mercialys ⁽¹⁾	351*			29	(38)	9	350
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price ⁽²⁾	2			(39)		40	4
Autres	39			(2)	(4)	6	39
Coentreprises							
Banque du Groupe Casino	84			1		4	89
Tuya (Éxito)	28			3		1	32
Autres	15			(1)	(1)	2	15
Exercice 2017 retraité	611			10	(96)	51	575
Entreprises associées							
FIC (GPA)	45	(5)		8		(5)	42
Mercialys ⁽¹⁾	350	(1)		17	(25)	(3)	337
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price ⁽²⁾	4			(26)		26	4
Autres	39			(0)	(2)	4	41
Coentreprises							
Banque du Groupe Casino	89	(5)		2			86
Tuya (Éxito)	32			8		12	52
Autres	15			2			17
1^{er} semestre 2018	575	(11)		10	(27)	33	581

(*) La valeur des titres mis en équivalence de Mercialis a été retraitée suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 dont l'incidence s'élève à -16 millions d'euros.

- (1) Les autres variations de -3 et +9 millions d'euros respectivement en 2018 et 2017 résultent principalement de la neutralisation des plus-values dégagées lors des cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialis à hauteur de la quote-part détenue dans cette entité
- (2) Les autres variations de 26 et 40 millions d'euros respectivement en 2018 et 2017 reflètent le reclassement de présentation de la quote-part des pertes d'entreprises associées de Franprix – Leader Price excédant la valeur comptable des participations lorsque Franprix – Leader Price a l'obligation de supporter sa quote-part dans les pertes de ces entités associées

3.3.2 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2018, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

Fin 2017, la SCI Beaugrenelle avait reçu une proposition de rectification fiscale concernant les exercices 2014 et 2015, contestée par cette société, et qui n'avait pas fait l'objet d'une provision dans les comptes de cette filiale ni dans les comptes consolidés de Rallye. Les rectifications proposées ont été abandonnées en totalité par l'administration fiscale en juin 2018, mettant fin à ce litige.

3.3.3 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

En millions d'euros	2018		2017 retraité	
	Entreprises associées ⁽¹⁾⁽³⁾	Coentreprises ⁽²⁾	Entreprises associées ⁽¹⁾⁽³⁾	Coentreprises ⁽²⁾
Soldes à la clôture 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 :				
Prêts	21	12	15	13
dont dépréciation	(70)		(63)	
Créances	156	48	105	49
dont dépréciation	(2)		(1)	
Dettes	22	486	21	274
Transactions sur le 1^{er} semestre				
Charges ⁽¹⁾⁽²⁾	42	993	48	548
Produits ⁽³⁾	519	20	459	25

Concernant les transactions sur le 1^{er} trimestre 2018 et 2017 :

- (1) La charge de 42 millions d'euros comprend les loyers hors charges locatives au titre de 71 baux signés avec Mercialys à hauteur de 26 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2018 (1^{er} semestre 2017 : une charge de 48 millions d'euros comprenant 29 millions d'euros de loyers hors charges locatives de 73 baux signés avec Mercialys). Au 31 décembre 2017, les engagements de loyers envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers s'élevaient à 68 millions d'euros dont 43 millions d'euros à moins d'un an.
- (2) Charges : dont 576 millions d'euros d'achats de carburant auprès de Distrydin sur le 1^{er} semestre 2018 (1^{er} semestre 2017 : 536 millions d'euros) et 400 millions d'euros d'achats de marchandises auprès de CD Supply Innovation, centrale d'achat commune avec dia créée en fin d'année 2017.
- (3) Les produits de 519 et 459 millions d'euros incluent à hauteur de 440 et 402 millions d'euros les ventes de marchandises de Franprix – Leader Price et Distribution Casino France envers des masterfranchisés mis en équivalence respectivement au titre du 1^{er} semestre 2018 et du 1^{er} semestre 2017. Ils comprennent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 8 millions d'euros (1^{er} semestre 2017 : 14 millions d'euros).

Au cours du 1^{er} semestre, le groupe Casino a signé un contrat de promotion immobilière avec la société Sacré Cœur (filiale de Mercialys) générant après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue dans Mercialys, la reconnaissance d'autres revenus pour 8 millions d'euros et une contribution non significative en EBITDA.

Par ailleurs, le groupe Casino a cédé deux projets d'hypermarchés à transformer; l'incidence de ces deux opérations sur le 1^{er} semestre 2018 se résume par la reconnaissance d'autres revenus et une contribution positive en EBITDA de respectivement 29 et 15 millions d'euros après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue de 10% dans les deux sociétés acquéreur.

Note 4 Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1 Réconciliation des dotations aux provisions

En millions d'euros	Note	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Perte de valeur nette sur goodwill			(4)
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles			(11)
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		(12)	(42)
Perte de valeur nette sur immeubles de placement			
Perte nette sur autres actifs		(12)	1
(Dotation) / reprise de provision pour risques et charges	11.1	19	55
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		(4)	(2)

4.2 Réconciliation de la variation du BFR lié à l'activité avec les tableaux de mouvement des postes du Bilan

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2017 retraité	Incidences IFRS 9	Flux de trésorerie		Variations		Reclass et autres	30 juin 2018
			d'exploitation	Autres	périmètre	change		
Stocks de marchandises	(3 888)		(149)		(50)	149	(2)	(3 940)
Stocks de promotion immobilière	(132)		(21)		(1)	4	(12)	(161)
Fournisseurs	6 792		(527)	9	26	(183)	29	6 147
Créances clients et comptes rattachés	(959)	46	77	2	4	25	(3)	(808)
Autres créances / (dettes)	430		(255)	(97)	(6)	63	3	138
Total	2 244	47	(875)	(86)	(27)	58	15	1 376

<i>En millions d'euros</i>	1er janvier 2017	Flux de trésorerie		Variations de		Reclass et autres	30 juin 2017 retraité	
		d'exploitation	Autres	périmètre	change			
Stocks de marchandises	(3 941)	(182)	(1)			157	19	(3 944)
Stocks de promotion immobilière	(170)	(3)			(4)	(1)	3	(206)
Fournisseurs	7 044	(1 426)	(1)			(192)	(8)	5 400
Créances clients et comptes rattachés	(896)	64				19	5	(815)
Autres créances / (dettes) ⁽¹⁾	622	(322)	(48)		(13)	4	13	308
Total	2 659	(1 870)	(50)		(17)	(13)	32	742

4.3 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

<i>En millions d'euros</i>	Note	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	8	(91)	(65)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles	8	(366)	(470)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	8	(25)	(43)
Variations des dettes sur immobilisations		(64)	(63)
Acquisitions d'immobilisations en location-financement			(3)
Capitalisations des coûts d'emprunts (IAS 23)		6	8
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement		(540)	(635)

4.4 Réconciliation des cessions d'immobilisations

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Sorties d'immobilisations incorporelles	4	7
Sorties d'immobilisations corporelles	73	119
Sorties d'immeubles de placement		
Résultats de cessions d'actifs	5	20
Variations des créances sur immobilisations	4	(32)
Sorties des actifs classés en IFRS5	136	61
Flux d'encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	223	176

4.5 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Montants payés pour les prises de contrôle	(70)	(34)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(19)	
Montants reçus pour les pertes de contrôle	15	3
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle		(30)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(74)	(61)

Sur le 1^{er} semestre 2018, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du groupe Casino résulte principalement :

- De la prise de contrôle de la société Sarenza pour - 43 millions d'euros dont 20 millions d'euros de trésorerie négative acquise et - 22 millions d'euros de prix décaissé (note 3.1.1) ;
- Des prises de contrôle dans le sous-groupe Franprix-Leader Price pour -45 millions d'euros dont -36 millions d'euros décaissés au titre des opérations de la période (note 3.1.2) et -11 millions d'euros au titre d'opérations 2017 ;
- Des pertes de contrôle dans le sous-groupe Franprix-Leader Price pour + 14 millions dont 28 millions d'euros décaissés au titre de la cession d'un ensemble de 105 magasins décrite en note 3.1.2.

4.6 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Distribution Casino France - Cession sans perte de contrôle (note 3.1.3)		20	
Sous-groupe Franprix - Leader Price - Acquisition des titres Sarjel			(19)
Éxito - contribution complémentaire de FIC dans Viva Malls		36	42
Offre publique d'achat des titres de Cnova N.V.			(165)
Débouclément du TRS Casino		(36)	
Autres		(12)	(6)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle		7	(148)

4.7 Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de la dette financière nette

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Variation de la trésorerie nette		(635)	(3 359)
Augmentation d'emprunts et dettes financières ⁽¹⁾		(2 011)	(2 410)
Diminution d'emprunts et dettes financières ⁽¹⁾		384	1 879
Variation de dettes sans effet de trésorerie ⁽¹⁾		228	453
<i>Variation part Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>		96	271
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>		1	
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre</i>			
<i>Variation de couverture de juste valeur et flux de trésorerie</i>		17	8
<i>Variation des intérêts courus</i>		75	156
<i>Autres</i>		39	18
Incidence des variations monétaires ⁽¹⁾		89	262
Variation des emprunts et dettes financières des activités abandonnées		619	917
Variation de la dette financière nette		(1 346)	(2 257)
Dette financière nette à l'ouverture publiée	9.2.1	7 168	6 427
Incidences IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018	1.3	19	
Dette financière nette à l'ouverture retraitée		7 187	6 427
Dette financière nette à la clôture	9.2.1	8 514	8 684

(1) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies

4.8 Réconciliation des intérêts financiers nets versés

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	9.3.1	(211)	(246)
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		(12)	(11)
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		16	19
Capitalisation des coûts d'emprunts		(6)	(8)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		(110)	(193)
Coûts de mobilisation de créances sans recours	9.3.2	(42)	(38)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		(364)	(477)

Note 5 Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources.

Les deux secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

Le pôle « Grande distribution » qui reflète les différentes activités du groupe Casino :

- France Retail : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution en France (principalement les enseignes Casino, Monoprix, Franprix-Leader Price et Vindémia),
- Latam Retail : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution alimentaire en Amérique Latine (principalement les enseignes de GPA, Éxito, Disco, Devoto et Libertad),
- E-commerce : secteur qui regroupe les activités de Cdiscount.

Le pôle « Holding et autres activités » qui regroupe les activités des sociétés holdings, de vente d'articles de sport, et les investissements à caractères financiers et immobiliers. Ces activités prises individuellement ne sont pas significatives au regard du Groupe.

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

En millions d'euros	Grande distribution			Holdings & autres activités	Activités poursuivies 30 juin 2018
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires externe	9 310	7 630	876	408	18 224
EBITDA ⁽¹⁾	307	473	(7)	(7)	766
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 / 6.4)	(171)	(147)	(16)	(7)	(341)
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	136	326	(23)	(14)	425

En millions d'euros	Grande distribution			Holdings & autres activités	Activités poursuivies 30 juin 2017 retraité
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires externe	9 208	8 397	835	376	18 816
EBITDA ⁽¹⁾	281	529	(12)	(3)	795
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 / 6.4)	(171)	(165)	(12)	(7)	(355)
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	110	364	(24)	(10)	441
Dont impacts IFRS 15 sur le chiffre d'affaires	(53)	(69)	(37)		(158)
Dont impacts IFRS 15 sur le résultat opérationnel courant	(10)		(5)		(16)

(1) France Retail :

- Au 30 juin 2018 : dont 21 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France
- Au 30 juin 2017 : dont 33 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier

Latam Retail :

- Au 30 juin 2018 : dont 414 millions de réis (soit 100 millions d'euros) au titre de crédits de taxes reconnus par GPA au cours du semestre (principalement liés à la reprise de provision sur le crédit ICMS ST d'Assai suite à un changement législatif).
- Au 30 juin 2017 dont 447 millions de réis (soit 130 millions d'euros) au titre de crédit de taxes ICMS-ST antérieurs, reconnus par GPA au cours du semestre en diminution du « Coût d'achat complet des marchandises vendues » consécutivement à la publication en avril 2017 de la décision de la cour suprême fédérale brésilienne stipulant que la taxe ICMS-ST n'était pas une taxe définitive et donc n'avait pas à être incluse dans la base de calcul des taxes PIS et COFINS, permettant ainsi à GPA de pouvoir en demander le remboursement aux Etats brésiliens.

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

En millions d'euros	Grande distribution			Holdings & autres activités		Total
	France Retail	Amérique latine	Asie	France	Autres zones	
Chiffre d'affaires externe au 1er semestre 2018	10 184	7 628	4	370	38	18 224
Chiffre d'affaires externe au 1er semestre 2017 retraité	10 040	8 397	3	345	31	18 816

En millions d'euros	Grande distribution			Holdings & autres activités		Total
	France Retail	Amérique latine	Autres zones	France	Autres zones	
Actifs non courants au 30 juin 2018	12 428	8 068	50	121	4	20 670
Actifs non courants au 31 décembre 2017 retraité	12 480	8 822	49	118	4	21 474

Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées et coentreprises ainsi que les actifs sur contrat et les charges constatées d'avance à plus d'un an.

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 avait représenté 49% du total de l'année (51% à taux de change moyen de l'année 2017), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1^{er} semestre 2017 par rapport à l'année 2017 : 36% et 38% à taux de change moyen de l'année 2017).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement négative du fait d'importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Ventilation des produits des activités ordinaires

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1^{er} janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux produits des activités ordinaires.

Principe comptable

Les produits des activités ordinaires « Revenus totaux » sont composés du « Chiffre d'affaires, hors taxes » et des « Autres revenus ».

Le « **Chiffre d'affaires, hors taxes** » intègre les ventes réalisées dans les magasins, sur les sites e-commerce, dans les établissements de restauration, les revenus générés par les activités de franchise et de location gérance ainsi que les revenus des activités financières.

Les « **Autres revenus** », comprennent les produits liés aux activités de promotion immobilière et de marchand de biens, les revenus locatifs, divers produits de prestations de services et divers produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes ainsi que les produits associés aux activités énergétiques.

Les produits des activités ordinaires sont évalués sur la base du prix contractuel qui correspond au montant de rémunération auquel le Groupe s'attend à avoir droit, en échange des biens ou services fournis. Le prix de la transaction est alloué à chacune des obligations de performance du contrat, qui constitue l'unité de compte pour la reconnaissance du revenu. Le revenu est reconnu lorsque l'obligation de performance est satisfaite c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle du bien ou du service. La reconnaissance du revenu peut donc se faire à un instant donné ou en continu (c'est-à-dire à l'avancement).

Les principales sources de revenus du Groupe sont les suivantes :

- les ventes de biens (y compris dans le cadre de l'activité de marchand de biens) : dans ce cas le Groupe n'a généralement qu'une obligation de performance qui est la délivrance du bien au client. Les revenus attachés à ces ventes sont reconnus à l'instant où le contrôle du bien a été transféré au client, généralement lors de la livraison. Dans le Groupe, le transfert du contrôle a lieu principalement :
 - au passage en caisse dans le cas des ventes en magasin ;
 - à la réception de la marchandise pour les ventes aux franchisés et affiliés ;
 - à la réception par le client pour les ventes e-commerce.
- les prestations de services, tels que les ventes d'abonnements, les redevances de franchise, les prestations logistiques, les revenus immobiliers (produits locatifs, honoraires de gestion locative) : dans ce cas le Groupe n'a généralement qu'une obligation de performance qui est la réalisation de la prestation. Les revenus attachés à ces prestations sont reconnus en continu sur la période où les services sont rendus.
- les produits des activités de promotion immobilière : dans ce cas le Groupe a généralement plusieurs obligations de performance dont certaines peuvent être réalisées à un instant donné et d'autres en continu selon la méthode de l'avancement. Le résultat à l'avancement est calculé à partir de la marge à terminaison prévisionnelle, pondérée par le taux d'avancement déterminé selon les coûts encourus (méthode des inputs).

En cas de paiement différé au-delà des conditions habituelles de crédit non supporté par un organisme de financement, le produit de la vente est égal au prix actualisé. La différence, si elle est significative, entre ce prix actualisé et le paiement comptant est constatée en « autres produits financiers » répartis sur la durée du différé.

Le Groupe propose aux clients des programmes de fidélisation qui leur permettent de bénéficier de rabais ou d'autres avantages lors des prochains achats. Les avantages cumulés par les clients dans le cadre des programmes de fidélisation constituent une obligation de performance distincte de la vente initiale. En conséquence, un passif sur contrat est comptabilisé au titre de cette obligation de performance. Les produits liés à ces droits octroyés sont différés jusqu'à la date d'utilisation des avantages par les clients.

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

En millions d'euros	Grande distribution			Holdings & autres activités	Activités poursuivies 30 juin 2018
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 310	7 630	876	408	18 224
Autres revenus	163	78		2	243
Total	9 473	7 708	876	410	18 467

En millions d'euros	Grande distribution			Holdings & autres activités	Activités poursuivies 30 juin 2017 retraité
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 208	8 397	835	376	18 816
Autres revenus	148	77		2	227
Total	9 356	8 474	835	378	19 043

Compte tenu de la prédominance des activités de distribution du Groupe, la grande majorité des revenus sont reconnus à un instant donné. Les revenus reconnus en continu concernent essentiellement certaines obligations de performance réalisées dans le cadre de l'activité de promotion immobilière et certaines prestations de services annexes aux activités de distribution

6.3 Nature de charges par fonction

A l'occasion de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1er janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif au « Coût des ventes ».

A l'occasion de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1er janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux « Coûts des ventes » qui sont dorénavant composés des coûts supportés par les points de ventes.

Le coût de revient et la variation de stock liés aux activités de promotion immobilière et de marchands de biens sont quant à eux classés en « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

En millions d'euros	Notes	Logistique ⁽¹⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	1 ^{er} semestre 2018
Frais de personnel		(270)	(1 610)	(424)	(2 304)
Autres charges		(481)	(1 657)	(230)	(2 368)
Dotations aux amortissements	5.1/6.4	(18)	(251)	(72)	(341)
Total		(769)	(3 518)	(725)	(5 012)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

En millions d'euros	Notes	Logistique ⁽¹⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Frais de personnel		(253)	(1 680)	(422)	(2 354)
Autres charges		(474)	(1 713)	(238)	(2 425)
Dotations aux amortissements	5.1/6.4	(19)	(266)	(70)	(355)
Total		(746)	(3 658)	(730)	(5 134)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

6.4 Amortissements

En millions d'euros	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles		(61)	(59)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles		(277)	(292)
Dotations aux amortissements sur immeubles de placement		(3)	(4)
Dotations aux amortissements des activités poursuivies	5.1 et 6.3	(341)	(355)

6.5 Autres produits et charges opérationnels

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Total des autres produits opérationnels	106	114
Total des autres charges opérationnelles	(244)	(391)
	(138)	(277)
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants ⁽⁵⁾	10	26
Pertes nettes de valeur des actifs ^{(1) (5)}	(1)	(50)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre ^{(2) (5)}	(34)	(55)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre	(25)	(79)
Provisions et charges pour restructuration ^{(3) (5)}	(96)	(125)
Provisions et charges pour litiges et risques ⁽⁴⁾	(16)	(60)
Autres produits et charges opérationnels		(13)
Autres produits et charges opérationnels	(112)	(198)
Total des autres produits et charges opérationnels nets	(137)	(277)

- (1) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2017 portait principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail pour 32 millions d'euros (essentiellement Monoprix et Franprix-Leader Price à hauteur respectivement de 11 et 9 millions d'euros) et Latam Retail (essentiellement GPA) pour 12 millions d'euros.
- (2) La charge de 34 millions d'euros constatée sur le 1^{er} semestre 2018 correspond principalement à des honoraires liés à divers projets d'opérations de périmètre. La charge de 55 millions d'euros constatée sur le 1^{er} semestre 2017 résultait principalement des opérations de périmètre chez Distribution Casino France pour 30 millions d'euros et des honoraires liés aux opérations de périmètre à hauteur de 10 millions d'euros.
- (3) La charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2018 concerne principalement les secteurs France Retail à hauteur de 49 millions d'euros (dont coûts sociaux et coûts de fermeture de magasins pour 41 millions d'euros et des coûts de transformation du parc de magasins pour 8 millions d'euros) ainsi que Latam Retail à hauteur de 37 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2017, elle concernait principalement le secteur France Retail à hauteur de 90 millions d'euros (dont des coûts sociaux et des coûts de fermeture de magasins pour 55 millions d'euros et des coûts de transformation du parc de magasins pour 35 millions d'euros) et GPA à hauteur de 21 millions d'euros.
- (4) Les provisions et charges pour litiges et risques présentent une charge nette de 16 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2018 répartie entre les secteurs France Retail et Latam Retail pour respectivement 6 et 8 millions d'euros. Les provisions et charges pour litiges et risques présentaient une charge nette de 60 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2017, elles reflétaient à hauteur de 53 millions d'euros le programme d'amnistie fiscale de GPA initié sur la période.
- (5) Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Pertes de valeur des goodwill		(4)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles		(10)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(12)	(42)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immeubles de placement		
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs financiers disponibles à la vente		(3)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des autres actifs	(2)	(2)
Total pertes nettes de valeur des activités poursuivies	(14)	(62)
<i>Dont présenté en "Provisions et charges pour restructurations"</i>	(2)	(11)
<i>Dont présenté en "Pertes nettes de valeur des actifs"</i>	(1)	(45)
<i>Dont présenté en "Produits/(charges) nets liés à des opérations de périmètre"</i>	(3)	
<i>Dont présenté en "Résultat de cessions d'actifs non courants"</i>	(9)	

Note 7 Impôt

La charge d'impôt au 30 juin 2018 provient essentiellement du groupe Casino. Cette charge d'impôt correspond pour le groupe Casino à un taux d'impôt effectif de -43,5% à comparer à -59,0% au 30 juin 2017 retraité.

Les impôts différés actifs présentés au bilan portent principalement sur les déficits fiscaux reportables des périmètres Casino, Guichard-Perrachon, Éxito et GPA.

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2018, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 482 millions d'euros (note 4.3) contre 578 millions d'euros lors de la même période en 2017.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2018 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2017, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux autres actifs non courants.

Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant total de 12 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) qui concernent principalement les secteurs France Retail (6 millions d'euros) et Latam Retail (5 millions d'euros).

S'agissant des goodwill, les principaux tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur les secteurs France Retail (Casino Restauration) et Latam Retail (Argentine) ; ils n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2018.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 (note 1.3.3), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux instruments financiers.

Principe comptable

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition pour les instruments qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat. Les coûts d'acquisition des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat sont enregistrés dans le compte de résultat.

La ventilation des actifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les trois catégories suivantes :

- coût amorti ;
- juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- juste valeur par résultat.

Ce classement dépend du modèle économique de détention de l'actif défini par le Groupe et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments financiers.

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti lorsqu'ils ne sont pas désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, qu'ils sont détenus aux fins d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, et qu'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement au remboursement du principal et aux versements d'intérêts (critère « SPPI »).

Ces actifs sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, profits et pertes de change, dépréciations et profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont enregistrés en résultat.

Cette catégorie inclut principalement les créances commerciales (sauf les créances sur les établissements de cartes de crédit chez GPA), les disponibilités ainsi que d'autres prêts et créances.

Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (OCI)

Cette catégorie enregistre des instruments de dette et des instruments de capitaux propres.

- Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par OCI s'ils ne sont pas désignés à la juste valeur par résultat et s'ils sont détenus aux fins d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et à des fins de vente et qu'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement au remboursement du principal et aux versements d'intérêts (critère « SPPI »). Les produits d'intérêts, profits et pertes de change et les dépréciations sont enregistrés en résultat. Les autres profits et pertes nets sont enregistrés en OCI. Lors de la décomptabilisation, les profits et pertes cumulés en OCI sont reclassés en résultat.

Cette catégorie inclut principalement les créances envers les établissements de cartes de crédit du groupe GPA.

- Les instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction peuvent être évalués à la juste valeur par OCI. Le Groupe peut en faire le choix irrévocable, investissement par investissement. Les dividendes sont alors comptabilisés dans le résultat à moins qu'ils ne représentent clairement la récupération d'une partie du coût de l'investissement. Les autres profits et pertes sont comptabilisés en OCI et ne sont jamais reclassés en résultat.

Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Tous les actifs qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par OCI sont évalués à la juste valeur par résultat. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou dividendes perçus, sont comptabilisés en résultat.

Cette catégorie comprend principalement les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture et des titres de participation non consolidés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme.

Pour être éligible au classement d'équivalent de trésorerie, conformément à la norme IAS 7, les placements doivent remplir quatre conditions

- placement à court terme ;

- placement très liquide ;

- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;

- risque négligeable de changement de valeur.

Généralement, le Groupe utilise des comptes rémunérés ou des dépôts à terme de moins de 3 mois.

Dépréciation des actifs financiers

IFRS 9 impose un modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle de dépréciation concerne les actifs financiers évalués au coût amorti, les actifs sur contrats et les instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI.

Les principaux actifs financiers du Groupe qui sont concernés sont les créances liées aux activités de crédit brésiliennes, les créances commerciales envers les franchisés / affiliés et les créances locatives.

Pour ses créances commerciales et locatives, le Groupe applique la mesure de simplification d'IFRS 9 permettant d'estimer, dès la comptabilisation initiale de la créance, les pertes de crédit attendues à maturité à l'aide généralement d'une matrice de dépréciation selon la durée de l'impayé.

Décomptabilisation d'actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré, ou,

- ces droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :

- si le cédant a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;

- si le cédant a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

PASSIFS FINANCIERS

La ventilation des passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers au coût amorti sont évalués à l'émission à la juste valeur de la contrepartie reçue, puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Les frais de transaction, primes d'émission et primes de remboursement directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Au sein du Groupe, certains passifs financiers au coût amorti et notamment les emprunts font l'objet d'une comptabilité de couverture.

Plusieurs filiales ont des accords d'affacturage inversé (« reverse factoring ») avec des institutions financières afin de permettre à certains fournisseurs de recevoir par anticipation le paiement de leurs créances dans le cours normal des achats effectués. La politique comptable relative à ces opérations est fonction de la modification ou non des caractéristiques des dettes concernées. Ainsi, lorsque les dettes fournisseurs ne sont pas substantiellement modifiées (durée et échéance, contrepartie, valeur faciale), elles sont maintenues en dettes fournisseurs. Dans le cas contraire, elles s'apparentent à une opération de financement et sont présentées dans la composante « Dettes fournisseurs conventionnés » des dettes financières.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ils représentent principalement les instruments dérivés (voir ci-dessous) et les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat. Le Groupe ne détient pas de passifs financiers à des fins de transaction à l'exception de dérivés.

La comptabilisation des « PUTs minoritaires » est présentée en note 3.4.1 du document de référence.

INSTRUMENTS DERIVES

Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur.

Dérivés qualifiés de couverture : comptabilisation et présentation

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la norme IFRS 9 d'appliquer la comptabilité de couverture:

- en cas de couverture de juste valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. La variation de la juste valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;
- en cas de couverture de flux de trésorerie (par exemple emprunt à taux variable swappé à taux fixe, emprunt swappé dans une autre devise, couverture d'un budget d'achat en devise), la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite en résultat pour la part inefficace et en autres éléments du résultat global pour la part efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des flux couverts et dans la même rubrique que l'élément couvert (résultat opérationnel courant pour les couvertures de flux d'exploitation et résultat financier pour les autres couvertures). La composante report / déport des contrats de change à terme est traitée comme un coût de la couverture. Les variations de juste valeur de cette composante sont enregistrées en « autres éléments du résultat global » et recyclées en résultat comme un coût de la transaction couverte lorsque celle-ci se réalise (application de la méthode du « basis of adjustment »).
- en cas de couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère, la variation de juste valeur est comptabilisée nette d'impôt en autres éléments du résultat global pour la part efficace attribuable au risque de change couvert et en résultat financier pour la

part inefficace. Les gains ou pertes accumulés en autres éléments du résultat global sont repris en résultat à la date de liquidation ou de cession de l'investissement net.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont tous éligibles à la comptabilité de couverture ;
- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place, et ;
- l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

Dérivés non qualifiés de couverture : comptabilisation et présentation

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

DEFINITION DE LA DETTE FINANCIERE NETTE

La dette financière nette comprend les emprunts et dettes financières incluant les dérivés passifs de couverture de juste valeur et les dettes fournisseurs conventionnés, diminués (i) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, (ii) des actifs financiers de gestion de trésorerie et placements financiers, (iii) des dérivés actifs de couverture de juste valeur, (iv) des actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants et (v) de la part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente.

9.1 Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017
Equivalents de trésorerie		1 303	1 531
Trésorerie		2 313	1 980
Trésorerie brute		3 616	3 511
Concours bancaires courants		(214)	(161)
Trésorerie nette		3 402	3 350

Le compte séquestre de 24 millions d'euros précédemment constitué dans le cadre de la « class action » envers les plaignants à l'encontre de Cnova (note 11.3) a été soldé lors du paiement de la dette.

Opérations de gestion de créances et des dettes fournisseurs

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs (« reverse factoring »).

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition de la dette financière nette

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2018				31 décembre 2017			
	Dette financière (1)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette	Dette financière (1)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette
Périmètre Rallye (2)	3 288	(219)		3 069	3 162	(121)		3 042
Groupe Casino	9 931	(3 397)	(1 089)	5 445	8 586	(3 391)	(1 070)	4 126
France Retail	6 567	(2 141)	(408)	4 019	6 022	(1 872)	(435)	3 715
Latam Retail	3 043	(1 204)	(119)	1 719	2 326	(1 475)	(7)	845
Dont GPA alimentaire	1 701	(681)	(93)	928	1 147	(952)	(6)	189
DontÉxito (3)	1 341	(522)	(26)	793	1 179	(522)	(1)	655
Latam Electronics			(562)	(562)	0		(628)	(628)
E- Commerce	321	(52)		269	238	(44)		194
Total	13 219	(3 616)	(1 089)	8 514	11 749	(3 511)	(1 070)	7 168

En millions d'euros	Notes	30 juin 2018			31 décembre 2017		
		Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽¹⁾		7 858	1 084	8 942	7 739	799	8 538
Autres emprunts et dettes financières		2 069	2 346	4 415	1 757	1 513	3 270
Locations - financements		35	15	51	47	17	65
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾		8	6	15	16	22	38
Emprunts et dettes financières		9 971	3 452	13 423	9 559	2 352	11 911
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽³⁾		(135)	(23)	(157)	(108)	(4)	(112)
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente	3.2.1		(1 089)	(1 089)		(1 070)	(1 070)
Autres actifs financiers		(6)	(41)	(47)		(50)	(50)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9.1		(3 616)	(3 616)		(3 511)	(3 511)
Trésorerie active, autres actifs financiers et actifs nets détenus en vue de la vente		(141)	(4 768)	(4 909)	(108)	(4 635)	(4 743)
Dettes Financière nette		9 830	(1 316)	8 514	9 451	(2 284)	7 168

(1) Dont 8 099 et 843 millions d'euros respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 7 789 et 749 millions d'euros respectivement en France et chez GPA)

(2) Dont 7, 6 et 3 millions d'euros respectivement en Colombie, en France et au Brésil au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 16, 12 et 10 millions d'euros respectivement au Brésil, en France et en Colombie)

(3) Dont 120, 31 et 6 millions d'euros respectivement en France, au Brésil et en Colombie au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 103, 7 et 2 millions d'euros respectivement en France, au Brésil et en Colombie)

Ventilation de la dette financière nette

En millions d'euros	30 juin 2018				31 décembre 2017			
	Dettes financières ⁽¹⁾	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dettes financières nettes	Dettes financières ⁽¹⁾	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dettes financières nettes
Périmètre Ralve⁽²⁾	3 263	(194)		3 069	3 162	(121)		3 042
Groupe Casino	9 931	(3 397)	(1 089)	5 445	8 586	(3 391)	(1 070)	4 126
France Retail	6 567	(2 141)	(408)	4 019	6 022	(1 872)	(435)	3 715
Latam Retail	3 043	(1 204)	(119)	1 719	2 326	(1 475)	(7)	845
Dont GPA alimentaire	1 701	(681)	(93)	928	1 147	(952)	(6)	189
Dont Éxito ⁽³⁾	1 341	(522)	(26)	793	1 179	(522)	(1)	655
Latam Electronics			(562)	(562)	0		(628)	(628)
E- Commerce	321	(52)		269	238	(44)		194
Total	13 194	(3 591)	(1 089)	8 514	11 749	(3 511)	(1 070)	7 168

(1) Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers

(2) Groupe Go Sport contribue dans la dette financière nette pour 201 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 165 millions d'euros au 31 décembre 2017.

(3) Éxito hors GPA, mais incluant l'Argentine et l'Uruguay.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le groupe Casino a procédé à une remontée de trésorerie vers Éxito et Casino, Guichard-Perrachon par l'endettement de la holding de contrôle Ségisor (secteur Latam Retail) détenant les titres GPA. La dette de la holding est constituée d'un emprunt moyen-terme de 400 millions d'euros à taux variable Euribor +1,75%.

9.2.2 Variation des dettes financières

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2018	31 décembre 2017
Endettement financier à l'ouverture (y compris instruments de couverture) publié		11 798	13 086
<i>Incidence IFRS 9 (note 1.3)</i>		19	
Endettement financier à l'ouverture (y compris instruments de couverture) retraité		11 817	13 086
Nouveaux emprunts ^{(1) (3)}		2 012	2 128
Remboursements d'emprunts ^{(2) (3)}		(384)	(3 087)
Variations de juste valeur des emprunts couverts		(10)	114
Variations des intérêts courus		(75)	(101)
Ecarts de conversion		(110)	(352)
Variations de périmètre		27	10
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente		(7)	(17)
Autres reclassements		(3)	17
Endettement financier à la clôture (y compris instruments de couverture et de flux de trésorerie)		13 267	11 798
Passifs financiers	9.2.1	13 423	11 911
Instruments financiers dérivés actifs	9.2.1	(157)	(112)

- (1) Sur le 1^{er} semestre 2018, les nouveaux emprunts comprennent principalement : (a) le placement obligataire de 200 millions d'euros chez Casino, Guichard-Perrachon et l'émission obligataire de 95 millions de CHF (80 millions d'euros) chez Rallye (note2), (b) la variation de titres négociables à court terme (NEU CP) pour 562 millions d'euros, (c) l'émission chez GPA d'un emprunt obligataire pour 800 millions de réis soit 193 millions d'euros ainsi que des nouveaux emprunts pour 267 millions d'euros, (d) la souscription d'un emprunt de 400 millions d'euros chez Ségisor et (e) l'utilisation chez Éxito de lignes de crédits pour 500 milliards de pesos colombiens soit 145 millions d'euros,.
- (2) Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2018 sont liés principalement à GPA et Éxito pour respectivement 184 et 50 millions d'euros
- (3) Sur le 1^{er} semestre 2018, les flux de trésorerie de financement se résument par un encaissement net de 1 266 millions d'euros ; ils sont composés de nouveaux emprunts pour 2 011 millions d'euros compensés par des remboursements d'emprunts pour 384 millions d'euros et des intérêts nets versés pour 364 millions d'euros (note 4.8). Sur le 1^{er} semestre 2017, les flux de trésorerie de financement se sont résumés par un encaissement net de 54 millions d'euros ; ils étaient composés de nouveaux emprunts pour 2 410 millions d'euros compensés par des remboursements d'emprunts pour 1 879 millions d'euros et des intérêts nets versés pour 477 millions d'euros.

9.3 Résultat financier

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Résultats de cession des équivalents de trésorerie		
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	23	49
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	23	49
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(231)	(291)
Charges financières de location-financement	(4)	(4)
Coût de l'endettement financier brut	(235)	(295)
Coût de l'endettement financier net	(211)	(246)

9.3.2 Autres produits et charges financiers

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 retraité
Produits financiers de participation		
Gains de change (hors opérations de financement)	17	14
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture comptable ⁽¹⁾	11	48
Variation positive de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	3	1
Autres produits financiers	27	31
Total Autres produits financiers	59	96
Pertes de change (hors opérations de financement)	(20)	(15)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(1)	(3)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture comptable ⁽¹⁾	(57)	(27)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	(2)	(1)
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	(42)	(38)
Autres charges financières	(37)	(50)
Total Autres charges financières	(160)	(135)
Total autres produits et charges financiers	(101)	(39)

(1) Au 30 juin 2018, La charges nette de 46 millions d'euros reflète (a) la variation de valeur du TRS GPA (-6 millions d'euros), du forward GPA (-18 millions d'euros), du TRS Mercialys portant sur 2% du capital (-6 millions d'euros) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -7 millions d'euros et (b) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -9 millions d'euros. Au 30 juin 2017, le produit net de 21 millions d'euros reflétait principalement (a) la variation de valeur du TRS GPA(+9 millions d'euros), du forward GPA (+25 millions d'euros) et du TRS Mercialys portant sur 2% du capital (-4 millions d'euros) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -8 millions d'euros et (b) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -3 millions d'euros.

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Au 30 juin 2018 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1 ⁽¹⁾	Niveau 2 ⁽²⁾	Niveau 3 ⁽³⁾
Actifs					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat	67	67	31	1	35
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI	72	72	19	20	33
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	158	158		158	
Autres dérivés actifs	19	19	1	8	10
Passifs					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	8 942	9 159	8 318	841	
Autres emprunts et locations-financements ⁽⁴⁾	4 463	4 478		4 478	
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	15	15		15	
Autres dérivés passifs ⁽²⁾	314	314		314	
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽⁵⁾	185	185			185

Au 31 décembre 2017 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1 ⁽¹⁾	Niveau 2 ⁽²⁾	Niveau 3 ⁽³⁾
Actifs					
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽²⁾	95	96	24	2	70
Dérivés actifs de juste valeur ⁽³⁾	112	112		112	
Autres dérivés actifs	12	12		12	
Autres actifs financiers	7	7	7		
Passifs					
Emprunts obligataires ⁽⁴⁾	8 538	9 215	8 463	752	
Autres emprunts et locations-financements ⁽⁵⁾	3 335	3 348		3 348	
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽³⁾	38	38		38	
Autres dérivés passifs ⁽³⁾	298	298		298	
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽⁶⁾	171	171			171

- (1) Niveau 1 = prix marché – Niveau 2 = Modèles avec paramètres observables – Niveau 3 = modèles avec paramètres non observables
- (2) La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note.
- (3) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.
- (4) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture.
- (5) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture.
- (6) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net.

Note 10 Capitaux propres

10.1 Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires émises et entièrement libérées dont la valeur nominale est de 3 euros. Au 30 juin 2018, il est composé de 55 123 771 actions ce qui représente une valeur nominale de 165 millions d'euros.

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Nombre d'actions à l'ouverture	52 064 824	48 831 113
Paiement des dividendes 2017 et 2016 en actions	3 058 947	3 182 997
Attribution d'actions gratuites		50 714
Nombre d'actions à la clôture	55 123 771	52 064 824

10.2 Actions auto-détenues

Dans le cadre des autorisations données par les assemblées générales, la société Rallye a été amenée à racheter 197 886 de ses propres actions pour une valeur de 1,9 millions d'euros.

Au 30 juin 2018, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 1 218 886 pour une valeur de 12,2 millions d'euros (dont 1 021 000 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité, pour une valeur de 10,3 millions d'euros).

Au 31 décembre 2017, 513 000 actions étaient détenues dans le cadre du contrat de liquidité représentant 8 millions d'euros.

10.3 Composition des autres réserves

<i>En millions d'euros</i>	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Total autres réserves
Au 1^{er} janvier 2017 publié	6		(734)	(34)	24	(739)
Variations	(12)	2	(181)	(1)	(2)	(194)
Au 30 juin 2017 retraité	(6)	2	(916)	(35)	22	(933)

<i>En millions d'euros</i>	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	Instruments de dette ⁽¹⁾	Total autres réserves
Au 31 décembre 2017 publié	(10)	1	(1 024)	(51)	17			(1 066)
Incidences IFRS 15 (note 1.3)								
Au 31 décembre 2017 retraité *	(10)	1	(1 024)	(51)	17			(1 066)
Incidences IFRS 9 et amendements IFRS 2 (note 1.3)	(2)				(17)	(45)	(2)	(68)
Au 1^{er} janvier 2018 retraité *	(12)	1	(1 024)	(51)		(45)	(2)	(1 133)
Variations	4		(242)	3		(8)	(1)	(244)
Au 30 juin 2018	(8)	1	(1 266)	(48)		(53)	(3)	(1 377)

(1) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)

10.4 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

Informations financières résumées des principales filiales présentant des participations ne donnant pas le contrôle significatives

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise de contrôle ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques. Le groupe Éxito publiant ses résultats à une date postérieure à celle du groupe Casino, les informations relatives à cette filiale ne sont pas présentées.

<i>En millions d'euros</i>	Groupe Casino		GPA	
	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité
<i>Pays</i>	France		Brésil	
<i>% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle¹</i>	47,41%	48,89%	66,89%	66,84%
<i>% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle¹</i>	34,65%	36,85%	0,06%	0,06%
<u>Pour la période du 1er semestre</u>				
Chiffre d'affaires	17 816	18 439	5 561	6 139
Résultat net des activités poursuivies	42	(16)	152	91
Résultat net des activités abandonnées	48	(14)	51	(9)
Résultat net consolidé	90	(30)	204	83
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies</i>	88	41	102	61
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées</i>	46	(10)	44	(6)
Autres éléments du résultat global	(840)	(827)	(673)	(663)
Résultat global de la période	(750)	(857)	(470)	(580)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	(498)	(605)	(329)	(362)
<u>Au 30 juin 2018 et 31 décembre 2017</u>				
Actifs non courants	21 437	21 954	6 348	6 995
Actifs courants	15 131	16 158	7 184	8 680
Passifs non courants	(9 929)	(9 335)	(1 818)	(1 825)
Passifs courants	(14 812)	(15 750)	(5 834)	(7 352)
Actif net	11 827	13 027	5 880	6 449
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle²</i>	9 028	9 873	3 948	4 324
<u>Pour la période du 1er semestre</u>				
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(623)	(1 892)	(511)	(866)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(440)	(592)	(216)	(168)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	561	(774)	(80)	(720)
Incidences des variations monétaires sur la trésorerie	(202)	(184)	(152)	(81)
Variation de trésorerie	(705)	(3 443)	(959)	(1 835)
Dividendes versés au Groupe ³	(88)	(88)	(16)	-
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle de la période³	(113)	(100)	(26)	-

- (1) Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes
- (2) Dont 1 350 millions d'euros relatifs aux émissions de TSSDI Casino
- (3) GPA a une obligation de distribution (note 12.7 de l'annexe des comptes consolidés 2017 du Groupe).

10.5 Distribution de dividende

L'Assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2018 a décidé que le dividende de 1 euro par action au titre de l'exercice 2017 pouvait, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire soit en actions nouvelles de la société. Les droits ont été exercés en faveur du paiement en action à hauteur de 65%.

Cette opération a permis à Rallye de renforcer ses fonds propres de 33,2 millions d'euros, par la création de 3 058 947 actions nouvelles.

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI de Casino se présentent comme suit

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI	42	43
Dont montant versé au cours de la période	37	37
Dont montant à verser sur la période suivante	6	6
Impact tableau de flux de trésorerie	42	41
Dont coupons attribués et payés sur la période	37	37
Dont coupons attribués sur la période précédente et payés sur la période	6	5

Note 11 Autres provisions

11.1 Composition et variations

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2018 ⁽¹⁾	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations de périmètre et transferts	Variations de change	Autres	30 juin 2018
Litiges ⁽²⁾	535	60	(37)	(32)		(55)		469
Risques et charges divers	119	18	(20)	(19)	1		3	102
Restructurations	29	26	(19)	(1)				35
Total des autres provisions	682	104	(76)	(52)	1	(55)	3	606
Dont non courant	514	57	(30)	(28)		(55)		460
Dont courant	168	46	(46)	(24)	1		1	146

(1) Voir note 1.3

(2) Les dotations, reprises utilisées et non utilisées relatives à GPA s'élèvent respectivement à 49, 29 et 20 millions d'euros.

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

Les litiges comprennent principalement les provisions relatives à GPA (note 11.2).

11.2 Détail des provisions pour litiges de GPA (hors Via Varejo)

<i>En millions d'euros</i>	Litiges ⁽¹⁾ PIS/Cofins/CPMF	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30 juin 2018	29	288	75	28	420
31 décembre 2017	32	324	83	35	475

(1) Tva et taxes assimilées

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, GPA (alimentaire uniquement) conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « Autres actifs non courants ». A ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA présentées en engagements hors bilan.

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2018			31 décembre 2017		
	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
Litiges fiscaux	51	186	1 708	51	216	1 843
Litiges salariaux	107	1	27	119	1	23
Litiges civils et autres	17	3	82	21	2	70
Total	175	189	1 817	192	218	1 937

11.3 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays (dont principalement GPA – voir ci-dessous).

Comme indiqué en note 3.3.2, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

11.3.1 Class action à l'encontre de Cnova N.V. et du groupe Casino

Certains dirigeants et administrateurs ainsi que les garants de l'introduction en bourse de notre filiale Cnova N.V. ont été visés par une procédure d'actions de Groupe (dite « class action ») devant le tribunal de District des États-Unis (District sud de New York). Les plaignants reprochaient une violation du droit boursier en liaison avec la situation macroéconomique au Brésil et les irrégularités de Cnova Brésil.

Le 19 mars 2018, la Cour fédérale américaine pour le District sud de New York a donné une approbation définitive de l'accord transactionnel prévoyant un règlement de 28,5 millions de dollars. Ce montant a été financé essentiellement par les assureurs de Cnova. Le solde, y compris les coûts accessoires attendus ont été couverts par la provision reconnue par Cnova dans ses comptes de 2016. En conséquence, cette résolution n'a eu aucune incidence significative sur le résultat net du Groupe.

Dans une action distincte potentielle que la SEC pourrait prendre, une amende pourrait être imposée à Cnova N.V. à la suite de l'analyse des faits de l'examen interne conclu à la fin du 1er semestre 2016 par la filiale et ses avocats et consultants.

11.3.2 Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne

Il n'y a pas eu d'évolution significative sur la période.

11.3.3 Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels de GPA

Les passifs éventuels portent essentiellement sur le groupe GPA ; ces derniers se résument comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	92	98
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	189	208
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	427	429
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	36	38
ICMS (TVA)	1 244	1 457
Litiges civils	126	136
Total	2 115	2 367

(1) Le montant des passifs éventuels de Via Varejo classé en activités abandonnées et non inclus dans le tableau ci-dessus s'élève au 30 juin 2018 à 359 millions d'euros (au 31 décembre 2017 : 407 millions d'euros).

La diminution de 252 millions d'euros résulte de l'effet de change à hauteur de -271 millions d'euros.

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de ses litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2018, le montant estimé s'élève à 35 millions d'euros (40 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Par ailleurs, Casino a accordé à sa filiale brésilienne une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2018 de 1 248 millions de réais (31 décembre 2017 : 1 223 millions de réais), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser GPA à hauteur de 50% du préjudice que cette dernière subirait sans pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 624 millions de réais, soit 139 millions d'euros. Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

Actifs éventuels de GPA

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS :

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, GPA défend le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par GPA. Sur la base de ce jugement de la STF et de l'avis de ses conseillers internes et externes, GPA estime qu'un décaissement au titre de montants non collectés dans le passé est devenue peu probable et a donc repris sur le semestre les provisions constituées antérieurement à cet effet pour un montant de 117 millions de réais (soit 34 millions d'euros).

Depuis la décision de la Cour suprême le 15 mars, 2017, les étapes de la procédure se poursuivent conformément aux attentes de GPA et de ses conseillers sans remise en cause de ses jugements exercés qui avaient conduit à des reprises de provisions, en l'absence néanmoins d'une décision finale de la Cour. GPA et ses conseillers juridiques externes estiment que cette décision relative aux modalités d'application ne limitera pas ses droits aux procédures judiciaires qu'elle a entamées depuis 2003 et toujours en cours. Il n'est pour autant pas possible de reconnaître un actif à ce titre tant que ces éléments de procédure ne sont pas clos. Sur la base des informations disponibles au 31 décembre 2017, GPA a estimé au cours du 2^{ème} trimestre 2018 l'actif éventuel de ces crédits fiscaux dans une fourchette de 1 300 à 1 650 millions de réais (soit 290 à 368 millions d'euros) pour les activités poursuivies hors l'activité Cash and Carry pour laquelle l'évaluation est en cours.

S'agissant des activités abandonnées Via Varejo, le montant estimé de l'actif éventuel s'établit à environ 1 382 millions de réais (soit environ 308 millions d'euros) y compris un montant additionnel de 433 millions de réais (96 millions d'euros) qui reviendra uniquement à GPA.

Note 12 Parties liées

La société Rallye est contrôlée par Foncière Euris, elle-même détenue par Finatis puis par Euris.

Au 30 juin 2018, Foncière Euris détient 57,98% du capital de Rallye et 71,59% des droits de vote.

La société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales, bénéficient notamment de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions ont été conclues. Le Groupe bénéficie également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (assistance technique, mise à disposition de personnel et de locaux).

Le montant enregistré en charge sur la période relative à ces conventions envers Rallye et ses filiales s'élève à 3,6 millions d'euros dont 3,1 millions d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,5 million d'euros au titre de mises à disposition de personnel et de locaux.

La principale opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le dividende versé au titre de l'exercice 2017 pour 29 millions d'euros payés en actions nouvelles.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, le groupe Casino et ses filiales réalisent avec Mercialys des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2017 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Les transactions avec les parties liées entreprises associées et coentreprises sont mentionnées dans la note 3.3.3.

Note 13 Evènements postérieurs à la clôture

Hyper inflation en Argentine

Le groupe Casino va suivre l'évolution des caractéristiques économiques qui pourraient, d'ici le 31 décembre 2018, classer l'Argentine en économie hyper inflationniste et rendrait ainsi applicable IAS 29, Information financière dans les économies hyper inflationnistes. Cette norme requiert que les bilans et les résultats nets des filiales concernées soient (i) retraitées par application d'un indice général de prix de sorte qu'ils soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la clôture et (ii) convertis en euros au cours de change en vigueur à la clôture. L'application d'IAS 29 serait rétrospective ; ainsi, l'exercice comparatif serait également retraité. Le Groupe s'attend à une incidence non significative sur les principaux agrégats financiers consolidés (chiffre d'affaires, résultat opérationnel courant, capitaux propres et endettement financier net).

Rachats d'emprunts obligataires

Au 19 juillet 2018, Casino a effectué des rachats d'emprunts obligataires à maturité 2019, 2020 et 2023 pour 27 millions d'euros. Ces rachats sont effectués au fil de l'eau, à des niveaux de prix jugés attractifs par le groupe Casino, via un intermédiaire, et s'inscrivent dans la politique de réduction de l'endettement financier brut du Groupe.

Conversion des actions Via Varejo

Lors d'une réunion du conseil d'administration de sa filiale Via Varejo tenu, le 23 juillet 2018, GPA a proposé, et il a été approuvé, le lancement du processus de conversion de Via Varejo sur le « nouveau marché de l'institution boursière B3 », couvrant la totalité des actions de Via Varejo et en conséquence la conversion des actions de préférence en actions ordinaires dans la proportion de un pour un. En outre, les lots d'actions de Via Varejo seront dissouts conduisant chaque détenteur d'un lot, actuellement représenté par une action ordinaire et deux actions préférentielles, à obtenir trois actions ordinaires de Via Varejo.

La prochaine réunion du conseil d'administration de Via Varejo devrait avoir lieu d'ici le 15 août 2018, date à laquelle elle délibérera sur le nouveau statut social en accord avec les règles du nouveau marché et, suite à cela, convoquera l'assemblée générale pour délibérer sur le processus de migration et des éventuelles décisions à prendre en lien avec la mise en œuvre de ce processus.

Cession de 15% de Mercialys sous la forme d'un equity swap

Le 25 juillet 2018, le conseil d'administration de Casino a autorisé la cession d'un bloc représentant 15% des actions de Mercialys au travers d'un contrat de total return swap conclu avec CA-CIB qui les cèdera sur une période de 2,4 ans. A ce titre, le groupe Casino recevra immédiatement un montant de 213 millions d'euros et, pendant cette période, le groupe Casino restera exposé aux variations de cours de bourse de Mercialys et continuera de percevoir des dividendes.

Annulation d'actions Rallye

Le 25 juillet 2018, le conseil d'administration de Rallye a décidé d'annuler 278 524 actions de la Société, d'une valeur nominale de 3 €, acquises par la Société dans le cadre du programme de rachat autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2018. Le capital social est ainsi ramené de 165 371 313 € à 164 535 741 €, divisé en 54 845 247 actions de 3 €, entièrement libérées.

4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rallye, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.3 « Changements de méthodes comptables » de la note 1 « Principes comptables généraux » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'application au 1er janvier 2018 des normes IFRS15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Département de KPMG S.A.

Catherine Chassaing

Henri-Pierre Navas